

Nouvelle série



## Notre commentaire

### du mois

LA résistance anti-US du peuple cambodgien entre, en ce mois de mars 1974, dans sa cinquième année. L'énorme bévue, commise par Nixon d'avoir ordonné, il y a quatre ans, le coup d'Etat de Phnom Penh, est plus évidente que jamais. En essayant de sauver la «vietnamisation» en difficulté, le Président américain a transformé le Cambodge, pays neutre, en une poudrière révolutionnaire. La libération du pays par les forces patriotiques, qui s'est déjà opérée sur les 90% de son territoire, avance à pas sûrs. Le 18 mars, jour anniversaire du coup d'Etat de Lon Nol, les combattants de libération se sont rendus maîtres de la ville d'Oudong, ancienne capitale des rois khmers et localité importante sur la route qui relie Phnom Penh au grenier à riz de Battambang. C'est la sixième ville tombée sous le contrôle de la résistance, après les cinq du Nord-Est cambod-

gien. Le coup porté aux forces pro-américaines est d'autant plus sévère qu'elles sont actuellement en butte à des difficultés multiples. Si le pilonnage de Phnom Penh a quelque peu diminué, la métropole reste coupée du reste du pays, les cinq routes qui y mènent demeurant la plupart du temps et sur de longs parcours sous le contrôle des forces patriotiques. Deux autres villes importantes, Kampot, sur le Golfe de Thaïlande, et Takeo, au Sud de Phnom Penh, sont étroitement encerclées par les troupes de libération. A Kampot, ce sont les C.130 américains qui doivent assurer le parachutage des vivres et munitions. Un officier américain, Lawrence Ondecker, a été pris en flagrant délit de direction des opérations du côté des assiégés, et le fait a suscité, à juste titre, un remous dans l'opinion américaine qui y voit la preuve de la violation, par l'administration, de l'ordre du

Page 3

- Nouvelle proposition du GRP

Page 6

- Problème de l'édification du socialisme au Nord Viet am  
LE DUAN

Page 12

- Thaïlande: Resurgence du sentiment national

Page 18

- Les forces armées fantoches



Congrès de mettre fin, à partir du 15 août 1973, à toute participation américaine dans le conflit cambodgien.

Sur le plan politique de même, la résistance cambodgienne n'a cessé de grandir. Le prestige du FUNK et du GRUNC dans le pays se mesure à ce fait entre mille autres: la totalité de la population d'Oudong, environ 20.000 habitants, ont bravé les bombes et le napalm américains fournis à Lon Nol et pris le chemin de la zone libérée.

Le voyage de Samdech Norodom Sihanouk en territoire libéré du Laos et les entretiens qu'il a eus avec le Prince Souphanouvong marquent un jalon important dans l'histoire des relations d'amitié entre les deux peuples et constituent une contribution majeure au renforcement du front anti-US formé il y a quatre ans à la Conférence au Sommet des Peuples indochinois.

Au Laos même, la paix a enregistré de nouveaux succès: les forces de police mixte ont été installées à Vientiane et à Luang Prabang, un pas important a été accompli dans la neutralisation de ces deux villes. Le développement du mouvement populaire dans la zone sous contrôle vientianais, notamment chez les étudiants et les intellectuels, a joué un rôle positif certain. Sous son action, la pression croissante de l'opinion publique oblige la droite à exécuter l'Accord et le Protocole convenus entre les deux parties lao. Il reste cependant à voir si les Américains sont disposés à ne pas déranger le libre jeu de la paix et de la concorde nationale dans ce pays.

Il est permis d'en douter, car il est de règle que l'impérialisme n'abandonne jamais de lui-même ses positions, à moins d'y être contraint. On le voit bien au Sud Viet Nam. Ce n'est

que le 7 mars que les deux parties sudvietnamiennes ont achevé la tranche de remise du personnel capturé et détenu qui aurait dû avoir lieu dès juillet 1973.

C'est la lutte persévérante du GRP soutenue par une forte pression de l'opinion tant au Sud Viet Nam que dans le monde qui a permis ce premier résultat. La partie saïgonnaise a néanmoins introduit contre leur gré des personnes de la troisième force et même des prisonniers de droit commun, criminels, agents provocateurs, dans le contingent des détenus à remettre au GRP afin de créer des troubles dans ses rangs. Les avions saïgonnais ont utilisé le corridor aérien réservé au transport des détenus et des membres de la CIC pour pénétrer subrepticement en zone libérée. Les autorités saïgonnaises ont déclaré qu'elles ne détenaient plus de personnel militaire et civil capturé avant le 28 janvier 1973. Or, on peut affirmer, preuves à l'appui, que 15.000 militaires du GRP et 200.000 prisonniers politiques de toutes appartenances crou-pissent encore dans les prisons de Thieu. La libération de ces détenus figure comme un point important dans la nouvelle proposition du GRP du 22 mars en vue de la réalisation de la paix et de la concorde nationale au Sud Viet Nam.

Les arrestations, pillages, destructions se poursuivent par le biais des multiples opérations d'empiétement et de « pacification » entreprises par les forces armées saïgonnaises, qui se heurtent de plus en plus à la riposte du peuple et des forces de libération. Ainsi, les 16 et 17 mars à Kontoum, le bataillon 62 des Rangers de frontière saïgonnais a perdu la presque totalité de son effectif.

La bassesse des dirigeants de Saïgon qui, en pilonnant à l'aveuglette, ont tué et blessé plus de 60 élèves d'une école

primaire à Cai Lay, puis rejeté la responsabilité de ce crime sur le GRP, n'a d'égale que celle de leurs patrons yankees; cependant si le GRP n'a pu participer à la Conférence diplomatique de Genève sur le droit international humanitaire à la suite des manœuvres américaines, personne au monde, les pays du Tiers monde encore moins, n'y voit une victoire politique des impérialistes US, loin de là.

La RDVN, pour sa part, progresse à pas sûrs. Jamais elle ne se laissera intimider par les menaces américaines, dont la dernière en date est celle de Gaylor, commandant des forces US dans le Pacifique, qui brandissait le 17 mars l'éventualité d'une reprise des bombardements et du blocus maritime contre le Nord.

Après le 3e Congrès des Syndicats, la Conférence nationale de la Jeunesse et le 4e Congrès des Femmes se sont réunis pour réaffirmer la détermination de tout un peuple à poursuivre sans faillir la lutte pour le parachèvement de l'indépendance et de la démocratie dans le Sud et pour l'édification socialiste du Nord.

Dans cette oeuvre, le peuple vietnamien peut être assuré de l'appui et de l'aide des peuples frères et amis. La visite du Président Houari Boumédiène en RDVN et celle du Premier Ministre Pham Van Dong à Cuba s'inscrivent dans ce cadre. L'Algérie et Cuba sont deux pays au passé de lutte glorieux contre le colonialisme ancien et nouveau, deux des principaux animateurs du mouvement des non-alignés. L'amitié entre eux et le Viet Nam symbolise l'union des trois continents dans leur offensive commune contre les forces de l'impérialisme, avec en tête l'impérialisme américain.

25 mars 1974

NOUVELLES PROPOSITIONS DU G.R.P.  
POUR LA REALISATION  
de la paix et de la concorde nationale  
(22 Mars 1974)

1. — Faire taire immédiatement les armes, réaliser strictement le cessez-le-feu sur toute l'étendue du Sud Viet Nam.

Les gouvernements et les hauts commandements des deux parties sudvietnamiennes lanceront immédiatement chacun de son côté un appel et un ordre, d'un contenu identique, à toutes les forces armées régulières, irrégulières et à la police armée, leur enjoignant de cesser complètement les hostilités à une date et une heure convenues : les appels et les ordres de cessez-le-feu seront diffusés dans leur texte intégral par tous les moyens d'information à la disposition des deux parties et portés à la connaissance de la CICS à qui les deux parties réserveront toute l'assistance et la coopération nécessaires pour le contrôle et la surveillance de l'observation du cessez-le-feu.

2. — Remettre tout le personnel civil et militaire vietnamien capturé et détenus avant (il s'agit des 200.000 civils et de 15.000 militaires encore détenus par l'administration de Saigon) et après le 28 janvier 1973. La remise doit être achevée dans un délai de trois mois, au plus tard le 30 juin 1974.

L'administration de Saigon doit mettre immédiatement un terme aux tortures, massacres, traitements inhumains à l'encontre des personnes encore détenues, améliorer son système pénitentiaire qui est d'une extrême barbarie et permettre la visite des lieux de détention par les sociétés de Croix-rouge acceptées par les deux parties.

3. — Garantir sans tarder et pleinement à la population l'exercice des libertés démocratiques conformément à l'article 11 de l'Accord de Paris et au paragraphe 9 du Communiqué conjoint du 13 juin 1973.

4. — Former rapidement le Conseil National de réconciliation et de concorde nationales à trois composantes égales, au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur de l'appel et de l'ordre de cessez-le-feu susmentionnés.

Les deux parties sudvietnamiennes publieront une déclaration, commune ou séparée, d'un contenu identique, faisant savoir qu'elles sont disposées à entrer en consultation avec les organisations et les personnes appartenant à la troisième force politique afin de procéder à la formation du Conseil.

5. — Procéder à des élections générales réellement libres et démocratiques, au plus tard un an après la formation du Conseil national de réconciliation et de concorde nationales.

6. — Résoudre la question des forces armées dans un esprit de réconciliation et de concorde nationales, d'égalité et de respect mutuel, sans ingérence étrangère, en conformité avec la situation d'après-guerre ; les deux parties sudvietnamiennes se mettront d'accord sur la réduction des effectifs militaires d'une façon appropriée et sur la démobilisation des effectifs ainsi réduits, en vue d'alléger les charges de la population et de consacrer les forces humaines et matérielles à l'édification pacifique du pays.



Houari Boumediène, Président du Conseil Révolutionnaire et Président du Conseil des Ministres de la République Algérienne Démocratique et Populaire, s'est rendu en visite officielle du 5 au 8 mars 1974 en République Démocratique du Viet Nam.

La photo le montre en compagnie du Premier Ministre Pham Van Dong devant l'épave d'un B.52 abattu au-dessus de Hanoi lors du blitzkrieg aérien US de fin 1972.

Le Premier Ministre Pham Van Dong, à la tête d'une délégation du Parti des Travailleurs du Viet Nam et du Gouvernement de la RDVN en visite officielle d'amitié à Cuba, est accueilli à l'aéroport de La Havane par Fidel Castro, Premier Secrétaire du Parti Communiste cubain et Premier Ministre du Gouvernement Révolutionnaire cubain.



jouit  
de  
tecti  
lutie  
être  
  
Co  
dust  
sign  
taire  
loura  
dès  
proc  
ainsi  
gran  
l'alli  
d'ir  
la v  
ouv  
pour  
socia  
rapid  
notre  
dével  
mett  
dizain  
d'arr

L'a  
très t  
lemen  
réorg  
sation  
grand  
avoir  
l'amé  
même  
acquis  
nomie  
de fa  
parce  
notre  
tionna  
la cla  
de not  
tion  
base  
sans  
d'ordr  
la term  
dans  
cette  
coopér  
trialis  
pérati  
avoir  
Et un  
ne peu  
que s

# GUERRE CIVILE ou GUERRE NEO-COLONIALISTE ?

**P**ENDANT que Nguyen Van Thieu affirme que « la guerre a recommencé » et ordonne à ses troupes d'attaquer les régions occupées par les communistes, la machine de guerre psychologique des USA présente la situation au Sud Viet Nam comme une guerre civile. Kissinger lui-même s'est chargé de donner le ton à cette campagne (conférence de presse du 6 décembre 1973 à Washington).

La guerre n'a pas pris fin malgré l'accord de Paris, mais a-t-elle changé de caractère après le retrait des GIs ?

Sans l'équipement pléthorique acheminé en hâte par les Américains peu de semaines avant et depuis la signature de l'accord de Paris, la junta saïgonnaise aurait-elle pu saboter le rétablissement de la paix ? L'administration Nixon lui a fourni les moyens de maintenir sous les drapeaux des effectifs plus importants que ceux de n'importe quel pays capitaliste hormis les Etats-Unis. Elle l'a doté d'une force aérienne qui tient le troisième rang dans le monde par le nombre de ses appareils et d'une marine qu'environnent tous les régimes militaires inféodés à Washington. Les finances américaines entretiennent toute cette armada et si, officiellement, Nixon se propose de doubler son aide à Thieu pour l'année fiscale 1974-75 (1,5 milliard de dollars), les sources amé-

ricaines bien informées font état de chiffres secrets beaucoup plus élevés (4 milliards). Avec 4 milliards de dollars on peut faire bien des choses dans un pays dont le revenu national est évalué à 2 ou 3 milliards. A aucune clique gouvernante d'Asie ou d'Amérique latine, y compris celles qui doivent faire face à des résistances populaires armées les plus violentes, Washington n'a jamais, au cours de ces vingt dernières années, accordé une « aide » de cette ampleur. Une telle aide ne vise évidemment pas à assurer le rétablissement de la paix car on n'empêche pas un régime belliciste enragé de faire la guerre en l'armant jusqu'aux dents. L'impérialisme US veut, à tout prix et à ses propres fins, maintenir un état de guerre permanent au Sud Viet Nam.

Les Américains dirigent toujours l'armée de Saïgon mais sous une nouvelle couverture, le D.A.O. (Defence Attache Office), l'ancien commandement américain ne change fondamentalement pas de fonction. Déplacé en Thaïlande, le quartier général de l'USAF a pour mission principale de veiller sur la situation en Indochine. Les consulats américains œuvrent comme des états-majors régionaux dans les quatre zones tactiques du Sud Viet Nam. 25.000 conseillers militaires, camouflés en experts civils,

commandent en fait aux troupes saïgonnaïses. Tant et si bien que Thieu, interrogé sur l'éventualité d'une intervention américaine, a admis que ce serait « aux Etats-Unis de décider » et qu'elle pourrait avoir lieu « avant même que les Sud-Vietnamiens (son administration) ne le demandent » (interview au *Nouvel Observateur*, 2 avril 1973). Comment pourrait-il en être autrement quand l'Onclé Sam paye l'entretien de l'armée, de la police, des fonctionnaires — ces trois piliers du régime — et jusqu'à plus de 90% des importations ? Dans le « monde libre », qui paye commande.

Entretenu et dirigé par les Américains, la guerre faite par les mercenaires de Saïgon est voulue par l'impérialisme yankee pour réaliser les objectifs de sa stratégie globale en Asie du Sud-Est. De Truman à Nixon, le but primordial de la politique vietnamienne de Washington a consisté à empêcher la réunification du pays, à maintenir sa partie Sud dans l'orbite américaine et, à plus longue échéance, à détruire le régime socialiste du Nord. Visées politiques et stratégiques d'abord, visées économiques à long terme, ensuite mesures les plus machiavéliques mises en œuvre en vue de leur réalisation, les *Pentagon Papers* et autres révélations en ont dit assez long. « Les Etats-Unis, a reconnu

Foster Dulles, n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts».

Après le retrait des GI's, le régime de Saïgon est resté un instrument de l'impérialisme américain et ses troupes, une armée de mercenaires. L'emploi de mercenaires autochtones n'est pas nouveau. En Asie, en Afrique, en Amérique, les colonialistes y ont eu recours pendant plusieurs siècles comme instrument essentiel pour écraser les soulèvements populaires et les guerres de libération. Au Viet Nam les colonialistes français ont fait de même pour préserver leur domination. Mais les temps ont changé: depuis la fin de la guerre mondiale, le réveil des peuples opprimés, le recul progressif de l'impérialisme, la présence d'un puissant système socialiste prêt à aider leur lutte pour l'émancipation nationale et sociale rendent la guerre coloniale classique menée avec des soldats métropolitains de plus en plus inopérante. Les colonialistes hollandais en Indonésie, les Belges au Congo, les Français en Indochine et en Algérie en ont fait l'expérience. Les néo-colonialistes yankees recourent à de nouvelles méthodes. Ici, c'est la «lutte contre la subversion» avec l'apport de conseillers et de moyens militaires et techniques à des régimes anti-nationaux, anti-populaires, dévoués aux intérêts des monopoles américains. Là, c'est la «guerre spéciale» menée par personne interposée, avec l'aide massive des Etats-Unis sur tous les plans excepté la présence des GI's en uniforme, contre la résistance armée des masses transformées en guerre de libération.

La doctrine Nixon est la dernière expression de cette nouvelle stratégie de l'impérialisme US. La «vietnamisation» qui en constitue la clé et le test principal, n'est qu'une tentative de retour à la «guerre spéciale» dans de nouvelles conditions, après l'échec de la guerre locale. L'énorme machine de guerre montée par Washington depuis 1954 est renforcée, devenant, après le retrait des GI's, l'instrument principal de la politique américaine. Par ses buts, sa direction, la guerre qui se poursuit au Sud Viet Nam, avec l'argent américain, les armes américaines et les conseillers américains, reste une guerre néo-colonialiste.

DUONG GIA THOAI

# Problèmes de l'édification du Socialisme au Nord-Viet Nam

LE DUAN

*Au 3e Congrès des Syndicats (11-14 février 1974) Le Duan, premier Secrétaire du Comité Central du Parti des Travailleurs du Viet Nam, a prononcé un important discours sur «l'étape nouvelle de la Révolution et les tâches des Syndicats». Nous en donnons ci-dessous de larges extraits.*

## Les tâches du Nord dans la nouvelle étape

**A**PRES la signature de l'accord de Paris, la révolution vietnamienne est entrée dans une phase nouvelle.

Cependant la lutte visant à parachever l'indépendance et la liberté dans le pays tout entier reste encore difficile et complexe. Elle exige que le Nord se développe avec force dans tous les domaines. A cet effet, il doit progresser plus rapidement, plus vigoureusement encore vers le socialisme. C'est aussi là un impératif de la loi du développement interne de la révolution socialiste dans le Nord. Le 22e Plénum du Comité Central du Parti a défini les tâches générales pour le *Nord dans la nouvelle étape*: unir tout le peuple, lutter pour maintenir la paix, s'attacher à promouvoir l'industrialisation socialiste, stimuler les trois révolutions, édifier le Nord et le faire avancer rapidement, avec force et à pas sûrs vers le socialisme; associer étroitement l'économie et la défense nationale, rester vigilant, se tenir prêt à déjouer toute manœuvre de l'impérialisme US et de ses agents; s'efforcer de remplir ses obligations dans la lutte révolutionnaire en vue de parachever l'indépendance, la démocratie dans le Sud et de progresser vers la réunification pacifique de la

Patrie; enfin remplir ses obligations internationales vis-à-vis des révolutions lao et cambodgienne.

Pour les années 1974-1975 plus particulièrement, il s'agit pour le Nord de liquider au plus vite les séquelles de la guerre, de restaurer et développer l'économie, la culture, de poursuivre l'édification des bases matérielles et techniques du socialisme, de consolider les rapports de production socialistes et le régime socialiste sur tous les plans, de stabiliser la situation économique et les conditions de vie de la population, de consolider la défense nationale, de remplir au mieux ses obligations vis-à-vis du Sud héroïque.

Les tâches ainsi définies pour ces deux années, qui se fondent dans la phase initiale de l'industrialisation socialiste, visent à créer les conditions nécessaires pour édifier progressivement le Nord sur une grande échelle et à un rythme de plus en plus accéléré, elles visent en même temps à accroître le potentiel révolutionnaire dans tout le pays, à forger une base solide pour la lutte en vue de maintenir la paix, de parachever l'indépendance et la démocratie dans le Sud.

A mesure que progresse la construction de la société nouvelle, le rôle de la classe ouvrière s'accroît, et les responsabilités des syndicats grandissent d'autant. Ceci exige tout d'abord que nous situations parfaitement l'étape de l'édification socialiste dans laquelle nous nous trouvons ; il nous faut distinguer nettement ce que nous avons réalisé, ce que nous n'avons pu réaliser et ce qui nous reste à accomplir dans l'immédiat comme dans l'avenir.

La plus grande réalisation de la révolution socialiste dans le Nord est d'avoir aboli le régime d'oppression et d'exploitation ; les classes exploiteuses ont été supprimées en tant que classes, la petite production, morcelée, a été coopérativisée. A la place de la classe des paysans individuels plongés des millénaires durant dans la misère et l'obscurantisme, est apparue une classe nouvelle—celle des paysans collectifs—encore que celle-ci doive gagner en qualité. Une couche d'intellectuels socialistes prend corps et s'accroît rapidement, elle est constituée en grande majorité de fils d'ouvriers et de paysans formés sous le nouveau régime. Quant à la classe ouvrière, élément moteur de notre histoire nationale depuis un demi-siècle, elle progresse chaque jour sous le double rapport quantitatif et qualitatif. Sous la direction de la classe ouvrière dont notre Parti est le représentant, le peuple travailleur du Nord est devenu maître de la société, de l'État et de son destin. C'est là le plus grand bond dans notre histoire, la source inépuisable de puissance de l'arrière national, rempart de la révolution pour le pays, l'élément déterminant pour la liquidation de la pauvreté, de l'arriération, et l'édification d'une Patrie socialiste puissante et prospère.

A la faveur de cette transformation fondamentale, l'économie et la culture ont connu un premier développement. Durant les années de guerre, de pair avec le combat et l'aide au principal front, l'édification du potentiel économique du Nord s'est poursuivie, bien entendu dans les conditions de guerre et avec toutes les limitations qui en ont découlé.

La bataille des communications fut la plus acharnée. Attaquées de façon concentrée et permanente, les voies de communication sont restées ouvertes. Malgré la mobilisation de millions de travailleurs pour le combat ou

au service du combat, la production à l'arrière a été maintenue et a continué de se développer sur plusieurs plans.

Dans certaines régions, la production agricole a accusé de nouveaux progrès, notamment pour la culture intensive et l'augmentation des rendements. Certaines branches de l'industrie ont maintenu leur approvisionnement au service de la production, du combat et de la vie quotidienne. En pleine guerre, l'éducation, la culture, l'assistance médicale ont pris un vigoureux essor. Loin de régresser, le rythme de formation de cadres techniques et d'ouvriers qualifiés s'est intensifié, jetant ainsi les bases de l'édification après guerre.

Dans le contexte d'une économie encore essentiellement agricole aux forces productives très limitées, et en lutte aux innombrables difficultés engendrées par une longue guerre—la guerre d'agression la plus barbare, la plus féroce, la plus élevée par son échelle et la violence des destructions qu'elle a mené le pays impérialiste le plus riche et le plus puissant contre un peuple dont le territoire national est peu étendu, et la population peu nombreuse— nous avons pu, en dépit de tout cela, subvenir aux besoins essentiels de la population, nourriture, habillement, éducation, protection de la santé... D'une manière générale, la circulation, la répartition, les prix des marchandises, les conditions de vie du peuple n'ont pas subi de grands bouleversements, nulle part la population n'a souffert de la faim ni du froid—phénomène pourtant

habituel dans les pays où sévit une guerre longue et acharnée.

Qu'est-ce à dire sinon que cela tient du prodige ? En dépit de sa faiblesse, l'économie nord-vietnamienne a pu, grâce à la supériorité des nouveaux rapports de production, surmonter les épreuves de la guerre et contribuer activement à la victoire de notre lutte patriotique contre l'agression américaine. Dans ces conditions y aurait-il un autre régime social qui aurait seulement tenu ?

Fin 1973, après une année de restauration économique, les conséquences directes de la guerre étaient pour une grande part éliminées ; la production et les conditions de vie sont en passe d'être stabilisées ; certains domaines de la production ont dépassé leur niveau de 1965 ; la gestion économique s'est améliorée.

Ce n'est certes là qu'un premier pas mais qui témoigne une fois encore de la vitalité de notre régime, de la détermination de la classe ouvrière et du peuple travailleur dans la nouvelle étape révolutionnaire et en même temps de la ligne de notre Parti.

En évoquant les exploits militaires et la victoire de notre classe ouvrière et de notre peuple, nous n'oublions pas la contribution apportée par l'aide infiniment importante et précieuse à bien des égards des pays socialistes frères, en premier lieu, de l'Union Soviétique et de la Chine, de la classe ouvrière et des travailleurs du monde entier, de tous les peuples épris d'indépendance, de liberté, de justice et de paix.

#### Un impératif urgent : activer l'industrialisation socialiste

**S'**il importe de bien apprécier la grande portée de nos réalisations, il est tout aussi nécessaire de saisir exactement quel est le niveau de notre éducation socialiste, et quel est le problème-clé que nous devons résoudre pour parvenir au socialisme ? Il appartient aux cadres syndicaux, à tous les travailleurs conscients plus qu'à quiconque de se poser ces questions et de les approfondir. Nous devons être conscients que la classe ouvrière qui est déjà au pouvoir et qui dirige l'État

doit être à l'avant-garde dans la transformation de l'ancienne société et l'édification de la société nouvelle. Les conditions dans lesquelles les syndicats exercent leur activité ont changé de façon fondamentale. Si l'une de leurs fonctions essentielles consiste à défendre les intérêts de la classe ouvrière, il faut qu'ils gardent à l'esprit l'intérêt suprême et fondamental de la classe ouvrière une fois qu'elle est au pouvoir, qui est d'élever avec succès le socialisme.

(Suite en page 26)

## Une histoire de porcs

Nous reproduisons cet article paru dans la rubrique « Tribune libre » du quotidien saïgonnais **Trang Don** le 1er février 1974.

**P**OUR montrer combien l'aide américaine est nocive — l'aide directe de monsieur l'ambassadeur Cabot Lodge l'était encore plus — je vais vous raconter une histoire véridique qui a eu pour cadre les porcheries de Bien Hoa.

Quand Long Binh était encore une base américaine, un entrepreneur venait enlever quotidiennement les restes des repas des GI's. (Il en revendait une partie aux éleveurs de porcs et nourrissait son troupeau personnel avec le reliquat).

Pendant le premier semestre, ses services furent payés. Mais au second, on s'avisa de le faire travailler gratis. (Cela restait une aubaine. Il réalisait en effet chaque jour une certaine de milliers de piastres de bénéfices sur la vente des reliqs tout en alimentant son cheptel qui ne comptait pas moins de 2.000 têtes).

Ainsi va la politique américaine: partout, ils commencent par délier les cordons de la bourse et répandre la manne; puis ils « réexaminent » la question, serrent peu à peu la vis, cherchent à réaliser à leur tour des profits et entendent récupérer dix fois plus qu'ils n'ont déboursé.

Ainsi, ils prétendent monnayer le droit au ramassage des ordures et des restes des repas. L'entrepreneur rechigna.

Pour nourrir ses 2.000 porcs, il dut dès lors faire cuire chaque jour

une dizaine de vasques de riz. Mais les animaux sentaient, jouillaient, renversaient les auges et refusaient toute nourriture. Ce qui désespérait notre entrepreneur. Les porcs des autres éleveurs réagirent de même et dépérèrent à vue d'œil.

Le profit, la survie de ses 2.000 porcs surtout, contraignirent l'entrepreneur à revenir à la base et à se soumettre aux exigences des Américains.

Je relate cette histoire pour que nous en tirions ensemble la leçon.

A consommer les restes américains, les porcs en prennent l'habitude et refusent toute autre nourriture. Il en va de même pour la drogue. Ce ne sont que des rebuts américains et ils ont déjà atteint ce stade de nocivité. A plus forte raison, l'aide américaine, et en premier lieu cette aide directe qu'est l'introduction de 500.000 GI's au Viet Nam, l'est encore beaucoup plus.

En ce moment, les « éléments nocifs » de cette aide continuent à ronger la vie de chaque foyer. Cette prospérité faclche que les Américains nous ont laissée, il faudra mener une campagne active pour l'extirper. Il faudra convaincre le peuple qu'il importe de rejeter un passé peu reluisant. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons survivre, être libres et nous développer par nos propres forces.

## A propos de Cai Lay

**L**E 9 mars 1974, à quinze heures, une forte détonation dans l'enceinte de l'école primaire du chef-lieu du district de Cai Lay, province de My Tho, — sous contrôle de Saigon — tua 23 écoliers, en blessa 43 autres, ainsi qu'une institutrice et deux civils.

Le *Dai dan toc* paru à Saigon écrivait le 13 mars: « Au bruit de l'explosion, un reporter photographique, prix Pulitzer, qui se rendait de Saigon à Can Tho, arrêta sa voiture en hâte pour se précipiter vers l'endroit d'où était partie l'explo-

sion. Mais avant qu'il ait le temps de lever son appareil, il fut immobilisé par des agents secrets. Il leur montra en vain ses papiers, y compris un laissez-passer du Département général de guerre politique (de Saigon — NDLR). On lui fit savoir qu'il fallait, pour prendre des photos, l'autorisation du général Nguyen Vinh Nghi » (Commandant du secteur du delta du Mékong de l'Armée saïgonnaise — NDLR).

Le *Hoa Binh*, un autre quotidien saïgonnais, révélait le 14 mars que ses reporters envoyés

sur place s'étaient heurtés à la même « interdiction absolue de prendre des photos ».

Le 11 mars, le Ministère des Affaires étrangères de Saigon faisait le communiqué suivant: « Les communistes ont lancé un obus de mortier de 82 mm sur l'école primaire du chef-lieu de district de Cai Lay ».

Le 12 mars, Thieu envoya un message de condoléances aux parents d'élèves de Cai Lay et promit d'organiser une journée de deuil national le 9 avril. Le 13 mars, il fit critiquer par son porte-parole les délégations polonaise et hongroise au sein de la Commission internationale pour leur refus de participer à une enquête organisée sur sa demande, et selon ses directives.

Dans un communiqué, le 12 mars, le GRP réfutait les calomnies de l'administration de Saigon, en déclarant que ce massacre n'était qu'un épisode de la pacification qu'elle menait dans la région riveraine de la route n° 4 — Cai Lay — et d'autres régions du Sud Viet Nam.

Le 16 mars, le colonel Vo Dong Giang, représentant du GRP dans la Commission militaire mixte bipartite, précisait: « Il faut aussi écarter l'éventualité d'un tir mal ajusté de l'armée de Libération. Car une enquête a établi que les forces de Libération qui se trouvaient dans la région n'ont procédé ce jour-là à aucun tir d'artillerie. Aussi on ne peut qu'affirmer la responsabilité de l'administration de Saigon dans cette affaire. »

Dans une note du 19 mars, le GRP a proposé à Saigon d'envoyer un groupe de la Commission militaire mixte bipartite pour enquêter avec un groupe de la Commission internationale. Saigon a refusé sous prétexte que cette dernière Commission (en l'absence des délégations polonaise et hongroise) avait procédé à une enquête sur les lieux, qu'un membre iranien de la Commission avait trouvé une douille d'obus de mortier de 82 mm, qu'il y avait donc eu bombardement par les « Communistes »!

Mais le fait que l'administration de Saigon ait empêché les journalistes de se rendre à Cai Lay le jour de l'événement et la Commission internationale de mener une enquête régulière est suffisant pour établir sa responsabilité.

## La médecine traditionnelle toujours actuelle

UNE conférence élargie s'est tenue à l'Institut de Médecine traditionnelle de Hanoi les 22 et 23 mars pour présenter les travaux effectués pendant les années 1971-1973. Les difficultés dues à la guerre n'ont pas empêché les chercheurs de faire avancer leurs recherches pendant ces années difficiles.

Des travaux patients et soutenus ont permis de renouer avec la tradition nationale, les grandes œuvres des médecins du passé. Lê Hun Trac alias Hai Thuong Lan Ong (18è siècle), Tuê Tinh (14è siècle) en particulier ont été transcrites et rééditées en vietnamien moderne, mises ainsi à la portée des médecins actuels. Il s'agit aussi d'étudier les théories médicales exposées dans ces œuvres voir dans quelle mesure elles diffèrent des théories classiques chinoises.

Les recherches ont porté essentiellement sur les propriétés thérapeutiques de nombreuses espèces végétales selon les indications des formules léguées par les livres anciens ou les médecins traditionnels. De nombreuses enquêtes ont été faites chez les groupes ethniques des régions montagneuses où les formules et recettes sont transmises dans les familles d'une génération à l'autre. Des études cliniques, pharmacologiques ont été ainsi faites sur de nombreuses plantes aboutissant à la préparation d'extraits, de pilules, de produits injectables. On a particulièrement étudié l'effet antibiotique de nombreuses plantes, l'effet anti-amibien de certaines espèces végétales. Ces préparations d'origine végétale, avec des espèces locales ont per-

mis dans une certaine mesure de pallier la pénurie de médicaments due à la guerre. C'est dans ce sens que la recherche est orientée, tant au point de vue clinique que pharmaceutique.

L'acupuncture a été très étudiée. Des essais d'anesthésie par acupuncture ont permis des interventions chirurgicales très variées, allant de l'ablation des goîtres à des opérations de chirurgie thoracique importantes. Environ 80% des cas ont été essayés avec efficacité. La mise au point de la fabrication d'un appareil d'électro-acupuncture, alors que le pays n'a pas encore d'industrie électronique, a exigé des techniciens et médecins de l'Institut de médecine traditionnelle beaucoup d'esprit d'initiative.

C'est dire que malgré la pénurie

des équipements, les chercheurs n'ont pas hésité à recourir aux techniques et aux méthodes scientifiques modernes pour étudier la médecine traditionnelle. C'est ainsi que les rayons X, la chromatographie, la spectrographie sont appliqués pour contrôler les diagnostics et les résultats des traitements. Des médecins formés à l'école traditionnelle se sont initiés aux sciences modernes, au calcul statistique par exemple, pendant que des médecins de formation moderne ont étudié patiemment les œuvres anciennes.

Il n'en reste pas moins que de gros efforts doivent encore être poursuivis dans ce sens, le manque de chercheurs qualifiés qui unissent à une connaissance approfondie de la médecine traditionnelle un savoir scientifique moderne de haut niveau reste l'obstacle principal pour faire avancer la recherche. La guerre a empêché également de fournir à l'Institut un équipement technique suffisant. Les travaux de ces dernières années permettent cependant d'espérer de nouveaux résultats plus substantiels pour les années à venir.

---

### Notes sur

## Le 4<sup>e</sup> Congrès des femmes au Viet Nam

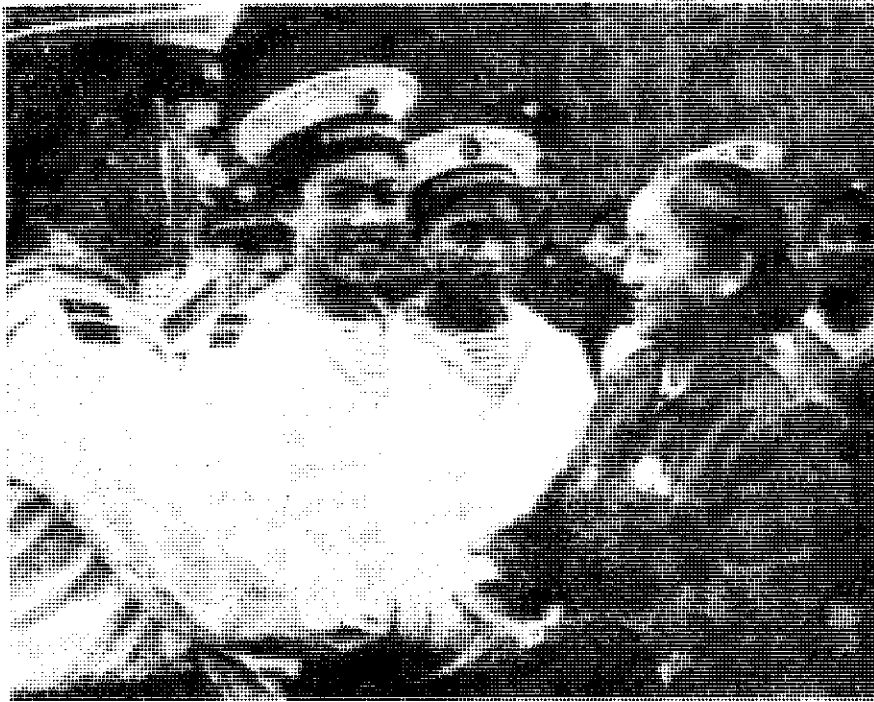
(du 4 au 7 mars 1974)

*« Et je sais aujourd'hui  
que la terre  
comme une mère  
au visage ensoleillé  
allaite son plus bel enfant »*

NAZIM HIKMET

**D**HABITUDE, quand on parle d'un congrès, on dit : « C'était intéressant — riche — utile... » là, on pourrait ajouter ou plutôt, on voudrait d'abord dire : « C'était beau ! » — Et c'est

vrai, c'était beau : elles sont venues de toutes les provinces, des montagnes, du delta, des villages et des villes, du Nord et du Sud — et pour venir, toutes elles ont mis ce qu'elles ont de



*Mme Nguyen Thi Dinh, présidente de l'Union des Femmes de libération et Commandant-adjoint des FAPL du Sud Viet Nam, visite une unité de la Marine de l'Armée Populaire du Viet Nam.*

plus beau, non pas elles, personnellement, mais la plus belle robe du village, le collier de vieil argent que rien n'a pu détruire et que des mains attentives avaient fait briller avec soin; sur les uniformes bien repassés, les médailles, toutes les médailles, comme autant d'étoiles dans les nuits sans fin de lutte, de sang, d'espoir envers et contre tout — et au bout des manches, des mains qui n'ont pas besoin de mots pour raconter leur vie. Sous les coiffes brodées, les turbans délicats, des visages des quatre coins du pays et de tous les âges. Sur les pupitres, devant chacune, un petit carton: Haiphong, Vinh Linh... et derrière tant de couleurs, de sourires et les bruissements de ruche de l'immense salle, on revoit des images, en noir et blanc.

Au bord du Lac de l'Épée, deux expositions — une sur les Femmes du Sud, au Club de la Réunification, l'autre, un peu

plus loin, sur les Femmes du Nord — redisent, avec des photos et tous les objets quotidiens, la lutte, la vie, la mort. A gauche, en entrant dans l'Exposition du Sud, des chiffres: les centaines de milliers de femmes tuées ces dernières années, les dizaines de milliers de blessées, mutilées dans les prisons. En entrant, à gauche, dans l'Exposition du Nord, une vieille femme tient une rame sur un sampan, elle scrute le ciel, son visage est tendu, c'est la Mère Suot. Broderies, cahiers d'écoliers, chantiers, fermes, usines, des chiffres de natalité, des femmes des minorités suivant un cours du soir ou un exposé de Planning. Tout ce que l'astuce et la volonté de vivre ont su transformer en arme, en piège, en mine, depuis la thêière piégée pour Américains assoifés...

Nguyen Thi Dinh, Présidente de l'Union des Femmes du Sud Viet Nam, se lève, monte à la tribune. Partisane, guérillero-

résistante des premières heures, tunique de velour noir ou uniforme de chef adjoint des Forces Armées de Libération: un même soutire plein de chaleur et de modestie. A l'exposition des Femmes Peintres que l'on peut voir actuellement au Musée des Beaux Arts, une peinture sur soie a su recomposer ce regard: attention — force — un regard qui a vu tant de souffrances.

Les femmes de Hanoi sont venues saluer le Congrès: militiennes, vieilles mères, bonzesses; une jeune cantile un long poème d'hommage aux femmes; tout en l'écoutant, Pham Van Dong prend quelques fleurs dans le vase, en face de lui, il fait un petit bouquet et se lève pour aller le lui porter.

Une vieille militante du Sud — elle a 86 ans — ses cheveux sont tout blancs — combien de vies a-t-elle vécues? Quelqu'un me dit tout bas: « Elle continue à militer ».

**M I**

# BILAN DE DOUZE ANNEES DU MOUVEMENT FEMININ EN R.D.V.N.

## I. PARTICIPATION DES FEMMES AU COMBAT (dans la guerre de résistance contre l'agression américaine)

- 1) Milice et auto-défense féminines : 41% de l'effectif total ;
- 2) Milice féminine ayant abattu des avions américains : 20 unités ; 28 avions américains ;
- 3) Une unité de la milice féminine a par 5 fois touché et endommagé des bateaux de guerre américains.

## II. PARTICIPATION DES FEMMES A LA GESTION DE L'ETAT ET DE L'ECONOMIE

1) <i>Assemblée nationale</i> 2e législature 4e législature		3) <i>Participation aux organes locaux du pouvoir</i>			
	1961	1972	Législature	1961	1972
-- Députées	53 (11,6%)	125-29 (7%)	-- Membres des Conseils populaires aux différents échelons :		
-- Membre du Comité permanent	0	1	province	22,8%	34,7%
-- Vice-présidente	0	1	district	20,76%	40%
2) <i>Cadres dirigeants</i>			commune	10,5%	40,87%
-- Vice-ministres et fonctions équivalentes.	1965	1972	-- Membres des Comités administratifs aux différents échelons :		
-- Chefs de département, directrices et directrices-adjointes d'institut.	5	12	province : -- Vice-présidentes	2	10
-- Chefs et Chefs-adjoints (à l'échelon central)	21	65	-- Membres	36	42
-- Directrices et directrices-adjointes d'usine.	115	1837	district : -- Présidentes	0	15
-- Directrices et directrices-adjointes d'entreprise.	58	130	-- Vice-présidentes	9	186
-- Directrices et directrices-adjointes de service, de Commission à l'échelon provincial	32	90	-- Membres	308	533
	135	221	commune : -- Présidentes	20	637
			-- Vice-présidentes	61	2652
			-- Membres	3820	10330

## III. CADRES ET EMPLOYES DE L'ETAT

	1961	1972	<i>Réalisations au profit de la femme et de l'émancipation féminine</i>	
-- Main-d'œuvre féminine (secteur d'Etat)	20%	42,2%	1) <i>Infirmieries-maternités communales</i>	3.298 5.977
-- Agriculture -- Fermes d'Etat	24,7%	54%	-- % par rapport aux communes	98,61%
-- Secteur collectif	57%	61%	-- Nombre de sage-femmes rurales	10.180
-- Industrie légère	43%	65,7%	2) <i>Garderies d'enfants</i>	
-- Textile		80%	-- Secteur rural : -- Nombre d'enfants	87.052 320.114 (4,5%) (16,1%)
-- Confection		83%	-- Secteur d'Etat : Nombre d'enfants	30.000 101.667
-- Transports et communications	13%	31,7%	-- Pourcentage	(36,0%)
-- Construction		34%	3) <i>Classes maternelles</i>	95.040 206.810
-- Alimentation		60%	4) <i>Classes abécédaires</i>	809.900 940.557 (196:)
-- Commerce	24,6%	58%	5) <i>Effectifs d'écolières et d'étudiantes</i>	
-- P.T.T.	10,3%	38,4%	a) <i>Enseignement général</i>	
-- Artisanat	35%	52,4%	Total des écolières des 3 degrés	751.200 2.325.901
-- Culture		36,32%	b) <i>Enseignement supérieur et secondaire spécialisé</i>	
-- Santé publique	41%	58,2%	-- Supérieur	2.059 17.221 (10,1%) (43,54%)
-- Education	12%	52%	-- Secondaire	2.634 25.645 (15%) (50%)
<i>Cadres scientifiques et techniques</i>				
	1961	1972		
-- Cadres post-universitaires	5	97		
-- Cadres au niveau universitaire	2.117	16.941		
-- Cadres secondaires	11.530	76.982		
-- Ouvrières qualifiées	24,7%	31,44%		

# THAÏLANDE :

## RESURGENCE

### du sentiment national

Le 14 octobre 1973, le gouvernement réactionnaire, dictatorial et inféodé à Washington de Thanom Kittikachorn et Praphas Charusathien fut contraint de donner sa démission. Le gouvernement Thammasak fut constitué.

La précipitation des événements dans ce pays considéré depuis longtemps comme ayant une dictature militaire des plus stables dans le Sud-Est asiatique a surpris plus d'un observateur politique.

Praphas Charusathien. Le régime dictatorial militariste fut maintenu et consolidé par ces deux hommes liés d'ailleurs par des liens familiaux. Ils se partagèrent ainsi les rôles : Thanom fut premier ministre et Praphas vice-premier ministre. Ils contrôlaient le parlement par le truchement de leurs généraux et leurs hommes de main qui accaparaient les trois-quarts des sièges. Les partis politiques furent mis hors la loi, sauf l'Union Nationale Thai, parti de Thanom qui, aux dires de ce dernier (déclaration du 20-10-58), groupait « les forces armées de terre, de mer et de l'air, de la police et la majorité des fonctionnaires ».

#### Mainmise des militaristes pro-américains sur le pouvoir

PAR sa position stratégique, la Thaïlande, qui est aussi un des greniers du SEA, commande la route du continent à la Malaysia, à l'Indonésie, aux Philippines et à l'Océanie.

Au lendemain de la 2e Guerre mondiale, pour endiguer la marée révolutionnaire dans les pays d'Indochine, les E.U. se sont, d'une part, introduits au Viet Nam, au Laos, au Cambodge et, de l'autre, ont aménagé un deuxième front pour préserver le reste du Sud-Est asiatique et éventuellement récupérer les territoires « perdus ». Ils choisirent, à cet effet, la Thaïlande.

Plusieurs gouvernements ont été successivement mis en place à Bangkok par la Maison blanche, à commencer, en 1947, par celui de Phibul Songkhram, pro-nippon et criminel de guerre.

Un trait caractéristique de la scène politique en Thaïlande est l'emprise des militaires sur le pouvoir.

L'armée thaïlandaise qui comptait déjà en 1970 200.000 hommes (non compris les forces de sécurité) se caractérise par une pléthore d'officiers (surtout d'officiers généraux). Il y a en effet autant d'officiers généraux que de bataillons et jusqu'à trois états-majors dans un corps d'armée. A elle seule, la division

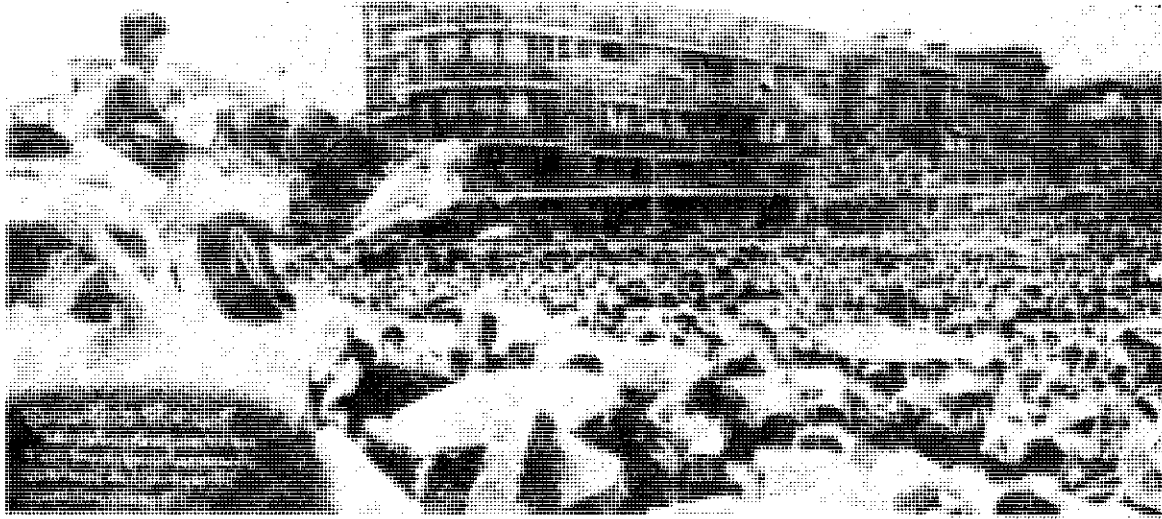
thaïlandaise envoyée au Sud Viet Nam comptait 21 officiers généraux. On multiplie le nombre des officiers pour créer une base sociale au néo-colonialisme U.S. Car en Thaïlande, comme d'ailleurs dans les autres pays sous la houlette américaine, le commandement militaire est une affaire très lucrative et ouvre la voie aux postes clés dans le gouvernement et à l'Assemblée nationale. Bien entendu, les militaires au pouvoir sont voués corps et âme au régime qui les nourrit.

L'expérience thaïlandaise de gouvernement dirigé par les militaires a été appliquée très tôt par les Américains à de nombreux pays, au moins aux autres pays indochinois. Là, face au puissant mouvement populaire, ils n'ont pu s'appuyer que sur une armée réactionnaire : Phoumi Nosavan et les généraux de la droite au Laos, les « jeunes Turcs » à partir de 1965 et, par la suite, Nguyen Van Thieu à Saigon, Lon Nol à Phnom Penh.

Phibul Songkhram qui n'avait pas été très docile envers Washington fut renversé par Sarit Thanarat le 16-9-1957. Six ans après le 8-12-1963, quand mourut Sarit Thanarat, le pouvoir passa aux mains de son vice-premier ministre Thanom Kittikachorn et de son ministre de la Défense

Sous les dictatures militaires, l'économie thaïlandaise de caractère semi-colonial et féodal reste arriérée. L'industrie est très faible, la balance commerciale, déficitaire (12 milliards de bahts en 1970 et près de 10 milliards en 1972). L'agriculture attardée est sous la menace continue de calamités naturelles. La disette frappe en permanence 70 % de la paysannerie laborieuse. Quarante-vingt pour cent des populations urbaines, dont le niveau de vie est inférieur à la moyenne, souffrent de la hausse des prix, des impôts écrasants et du chômage.

Bangkok a ouvert la porte aux capitaux étrangers, principalement américains et japonais. Les Américains détiennent le monopole de l'exploitation des minerais, du pétrole (25 derricks dans le golfe de Thaïlande) et contrôlent l'industrie des fils métalliques, des appareils électriques, téléphoniques, radiophoniques, des câbles et tubes d'acier et l'industrie pharmaceutique. Les capitaux japonais représentent 37 % du total des capitaux étrangers investis, 66 % dans l'industrie



*Manifestation d'étudiants à Bangkok contre le gouvernement Thanom et Praphas (octobre 1973)*

électronique, 70 % dans les textiles et 88 % dans l'industrie alimentaire. Les autos japonaises entrent pour 80 % dans l'importation d'automobiles en Thaïlande.

La présence militaire des E.U., légalisée par plusieurs dizaines de documents signés avec les gouvernements successifs de Bangkok, a appuyé la guerre d'agression US contre les autres pays indochinois.

Les E.U. y disposent de 11 aérodromes de 1ère classe (dont Utapao pour B.52), de 4 aérodromes de 2e classe, de 25 aérodromes civils transformés, équivalents à ceux de 3e classe, des ports militaires de Sattahip, de Khlong Toei ainsi que de plusieurs autres ports maritimes et de nombreux entrepôts (en premier lieu les entrepôts d'Udon), capables de ravitailler des centaines de milliers d'hommes de troupes. Les avions US décollant des aérodromes thaïlandais ont, pendant plusieurs années, semé la mort et la ruine au Viet Nam, au Laos et au Cambodge.

Un système de télécommunications relie Bangkok à Washington, Hawaï, Saïgon, Manille. Les E.U. ont installé 2 stations de télécommunication reliées par satellite. La station Alpha à Nakhorn Phanom dont la construction a coûté des milliards de dollars dispose d'un des plus grands ordinateurs employés en Asie. Ils ont aussi construit des dizaines de routes stratégiques dirigées pour la plupart vers les frontières du Laos et du Cambodge. Avec le Japon ils préparent actuellement le creusement, près de l'isthme de Kra, d'un canal

qui raccourcira l'itinéraire de la 7e flotte du Pacifique à l'Océan indien.

La Thaïlande abrite les sièges de presque toutes les organisations politiques et militaires régionales d'obédience américaine du Sud et Sud-Est asiatique.

Les troupes US en Thaïlande sont passées de 7.000 hommes en 1962 à 50.000 en 1969 et 60.000 en 1972 (AFP, 4-7-1972). Actuellement 35.000 GI's y stationnent encore. Les Américains ont fait de ce pays un banc d'essai de « la guerre anti-insurrectionnelle » en y développant un plan baptisé Agile Thailand (1).

Sur ordre du Pentagone, Bangkok a envoyé au Laos 26 bataillons (environ 20.000 hommes) et au Sud Viet Nam une division (environ 12.000). De nombreux mercenaires lao et khmers ont été formés en Thaïlande.

Contraints de retirer leurs troupes du Sud Viet Nam, en exécution de l'Accord de Paris du 27-1-1973, les Américains ont installé à Nakhorn Phanom, sur les rives du Mékong, le commandement de l'aide militaire pour le Sud-Est asiatique (MAC SEA).

Avec l'implantation américaine, la vie culturelle et sociale se dégrade. Les coutumes et mœurs nationales sont piétinées. Maisons de passe, bars, boîtes de nuit prolifèrent. Les statistiques officielles font état de près de 3.000

maisons de tolérance patentées, plus de 2.000 bars et boîtes de nuit et de dizaines de milliers de prostituées et de taxi-girls.

Face à cette situation, le peuple thaïlandais n'a d'autre voie que la lutte pour sauvegarder l'indépendance et la liberté, pour assurer sa propre survie et préserver sa culture nationale.

Les actions revendicatives interrompues en 1967 et dans la première moitié de 1968 (dont les plus marquantes ont été les luttes pour les libertés démocratiques) ont contraint les hommes au pouvoir à promulguer une nouvelle constitution le 30-6-1968 et à organiser les élections à la Chambre basse le 10-2-1969 (le Sénat étant désigné par le roi).

Pourtant, dans le gouvernement formé à la suite d'une réunion des deux Chambres le 11-3-1969, Thanom et Praphas gardaient leur position et s'étaient adjoint plus de 10 généraux des trois armes et de la police. Néanmoins, l'opposition se taillait plus de 70 sièges à l'Assemblée nationale. Les libertés démocratiques reconnues par la Constitution ne laissaient plus les mains libres aux militaires et favorisaient le développement des activités politiques.

(1) Cf. M. Klare : War without end.

Etudiants, lycéens et députés coordonnèrent, en 1970, leurs actions avec comme mots d'ordre: « Contre l'envoi de troupes thaïlandaises au Cambodge », « Rapprochement des troupes thaïlandaises du Viet Nam et du Laos ». Ils réclamaient aussi la révision de la Constitution, le remaniement du cabinet, une réforme de l'enseignement. Ils critiquaient de nombreux aspects de la politique gouvernementale, s'opposaient à l'introduction de revues, journaux et films américains de bas étage et à la présence des troupes US en Thaïlande. Des teach-in se déroulèrent publiquement autour des thèmes: « Comment la clique Thanom et Praphas s'est mise au service des Américains? », « Comment l'économie thaïlandaise est étouffée par les dollars? ». Ces mouvements ont entraîné des journalistes, industriels, commerçants et des membres de divers partis politiques (Parti Indépendant, Parti Démocrate, Parti du Front économique, Parti Populaire) et même des tenants du parti gouvernemental.

Un vaste mouvement de revendications s'est étendu aussi parmi les ouvriers et la population laborieuse des villes contre les licenciements, pour la majoration des salaires, la réduction des heures de travail, la restitution des retenues sur salaires, les primes pour les heures supplémentaires, la baisse des prix et le boycottage des produits japonais.

La lutte armée, qui débuta avec l'attaque par les forces patriotiques de nationalité Meo contre le poste de Chompu le 8-5-1967, s'est rapidement étendue à plus de 40 provinces (sur les 72 que compte la Thaïlande), dans le nord, le nord-est, le centre et le sud du pays.

Elle a reçu une vive impulsion avec la création de l'Armée de Libération de Thaïlande le 1-1-1969. Les patriotes ne se limitaient

pas à repousser les ratissages, monter des embuscades et attaquer les postes, ils organisaient aussi des coups de main contre les bases américaines comme Utapao (janv. 1972), Udorn Thani (oct. 1972).

Entre temps, la situation internationale, surtout en Asie, évoluait en faveur des forces révolutionnaires. La résistance victorieuse des peuples lao, cambodgien et vietnamien acculaient les Américains dans l'impasse, avec de profondes répercussions sur la situation intérieure en Thaïlande, la clique Thanom et Praphas, avec le soutien des Américains et des généraux ultras, déclencha dans la nuit du 17-11-1971 un « coup d'Etat non sanglant ». La Constitution fut abolie, l'Assemblée nationale dissoute, toute activité du Cabinet suspendue. La loi martiale fut proclamée dans tout le pays, les organisations de masse, les partis politiques et les réunions de plus de cinq personnes,

#### La goutte qui fait déborder le vase

Début 1973, l'Accord de Paris sur le Viet Nam (27-1-1973) et l'Accord de Vientiane sur le Laos (21-2-1972) consacrant la défaite des agresseurs américains au Viet Nam et au Laos ont donné un souffle nouveau à la lutte du peuple thaïlandais contre la dictature militaire pro-américaine.

De nombreux mouvements se sont succédé à partir d'avril 1973.

En juin 1973, des étudiants de l'Université Rammakheng de Bangkok ont fait paraître une revue où ils flétrissaient l'obstination des Américains à maintenir leurs bases militaires en Thaïlande, la dictature de la clique Thanom et Praphas et son entêtement à se maintenir au pouvoir. En représailles, les autorités thaïlandaises expulserent neuf étudiants, auteurs des articles incriminés. L'action

interdits. Les pouvoirs étaient concentrés aux mains de la clique des commandants des trois armes et de la police. Un « Conseil exécutif national » fut institué avec Thanom comme président, Praphas vice-président et quatorze membres dont le maréchal de l'Air Dawee Chullasapaya et le général de police Prasert Rujjiravong.

Une fois l'opposition matée, le 15-12-1972, la clique promulgua une Constitution provisoire, forma une Assemblée Nationale à chambre unique désignée par le roi, comprenant 209 membres dont les deux tiers étaient des officiers de l'armée et de la police. D'après la nouvelle Constitution, le roi désignait le premier ministre et approuvait la liste des autres membres du cabinet. Mais tous les décrets et ordonnances promulgués par le roi et concernant les affaires d'Etat devaient être contresignés par le Premier ministre...

tenace de plus de 20.000 de leurs camarades contraignit le gouvernement à rapporter cette mesure le 23 juin. Pour apaiser la population, la clique Thanom et Praphas promit l'élaboration d'une nouvelle Constitution et la tenue prochaine d'élections générales.

Les jours passaient cependant sans que la Constitution soit promulguée. Le régime se faisait au contraire plus draconien et les troupes US n'avaient pas bougé d'un pouce.

Le 6-10-1973, éclata une nouvelle campagne qui allait durer huit jours. Des centaines de milliers d'étudiants, de jeunes et de membres de différentes couches de la population de Bangkok manifestèrent contre les mensonges du gouvernement et l'occupation américaine.

La répression fut sauvage. De nombreux effectifs de l'armée

et de la police armée de mitrailleuses, de fusils M. 16, de grenades lacrymogènes et appuyés de tanks et d'hélicoptères firent plus d'un millier de morts et de blessés parmi la foule. Treize dirigeants furent arrêtés. La riposte se faisait acharnée. Les manifestants occupèrent plusieurs services publics, le Quartier général de la police et se rendirent maîtres de nombreux points de la capitale.

La lutte atteignit son point culminant le 14-10-1973. Des centaines de milliers d'étudiants, de jeunes et de travailleurs affluant de diverses provinces organisèrent avec la population de Bangkok « la plus grande manifestation de l'histoire de la Thaïlande » (*Reuter*, 16-10-1973). Ils exigeaient la libération inconditionnelle des personnes arrêtées, la promulgation d'une Constitution dans les six mois, la baisse des prix, la démission du gouvernement Thanom Kittikachorn et le départ des troupes américaines, à qui ils attribuaient l'origine de tous les méfaits.

Sous la pression des masses composées en majorité d'étudiants et de jeunes, le gouvernement Thanom et Praphas déposa sa démission le 14-10-1973 à 18 heures. Une heure plus tard, le roi nommait le Dr Sanya Thammasak, doyen de la faculté de Thammasat, premier ministre. Les deux ex-dictateurs avaient pris le chemin de l'étranger. Le 16-10-1973, le gouvernement Thammasak fut constitué. Fait peu courant, il fut reconnu le même jour par le gouvernement américain dont l'ambassadeur sollicita une audience du nouveau Président du Conseil.

Dès son entrée en fonction, Thammasak déclarait : « Les étudiants ont versé leur sang et leur sueur pour la démocratie. La tâche de mon cabinet est de traduire leurs aspirations dans les faits »

Un comité fut mis sur pied pour élaborer une nouvelle Constitution qui serait soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale dans les trois mois. Les élections générales étaient prévues dans les six mois. Des 360 commissions instituées par l'ancien régime pour asservir le peuple, 300 furent dissoutes. Le « couvre feu » fut aboli, une commission pour l'amnistie des prisonniers politiques, constituée. On procéda à l'inventaire et à la saisie des biens publics accaparés par le trio Thanom-Praphas-Narong (Narong est fils de Thanom et gendre de Praphas).

Sur ordre du roi, le nouveau gouvernement fit dissoudre l'Assemblée nationale dans laquelle les militaires et les chefs de la police, agents de Thanom et Praphas, occupaient 195 sièges sur un total de 299. Le roi désigna 2346 personnes à un Congrès national qui élit le 17-12-1973 une nouvelle Assemblée nationale. Sur les 299 sièges qu'elle comptait, 141 revenaient aux anciens militaires et fonctionnaires, 47 à des professeurs d'université et 17 à des avocats.

Par une série de mesures, le

nouveau gouvernement augmenta les taxes sur les importations « aux fins de majorer les salaires des ouvriers » (*BBC*, 12-12-1973). Les taxes frappant des articles comme les postes de radio, de TV, les réfrigérateurs, les machines à laver ont été majorées de 15 à 30%, et celles des voitures de 30 à 40%.

Il promit aussi de réorganiser la police, de déplacer les officiers corrompus ou ayant pris part à la répression contre les jeunes et les étudiants.

Sur le plan extérieur, il déclara que des efforts seraient faits pour établir de bons rapports avec les pays souhaitant des relations amicales avec la Thaïlande et pour étendre les relations aux pays socialistes, y compris la RDVN. L'ambassadeur de Tchong Kai Cheik a été mandé au ministère des Affaires étrangères pour recevoir une note de protestation contre le droit d'asile que Taiwan avait accordé à la clique Thanom et Praphas. L'ambassadeur thaïlandais au Sud Viet Nam a été limogé pour s'être rendu à Taiwan prendre des nouvelles de la clique.

Autant de faits positifs à l'actif du cabinet Thammasak.

#### Des ombres au tableau

Si dans le nouveau gouvernement, le premier, le vice-premier ministre et quelques autres ministres sont des civils, les militaires sont encore nombreux : le général de division Saweng Sevanarong, ministre de la présidence du Conseil, le maréchal de l'air Dawee Chullasapaya, ministre de la Défense, un amiral et un général de l'air, vice-ministres de la Défense. Le vice-ministre de la Coopération agricole (chargé en fait de la pacification) est un général de police ; le ministre des Transports, un contre-amiral, Chalee Sinthusophon, et son adjoint un général de police. Un vice-ministre de l'Intérieur est général

de police et un vice-ministre des Affaires Etrangères est le général Chartichai Chunhavan...

Même parmi les civils, nombreux sont ceux qui étaient liés à l'ancien gouvernement. Le vice-premier ministre, Suky Nimmanhenim, a été ministre et vice-ministre dans quatre gouvernements précédents, ancien sénateur et ambassadeur de la Thaïlande aux E.-U. Le ministre des A.E., Charoonpan Issangul Nasyathaza, était vice-ministre des A.E. Le ministre de l'Intérieur, Kamol Wannapraphas, était ministre de la Justice.

D'autres sont fondateurs ou

membres influents du Parti de l'Union Nationale Thai de Thanom, en particulier Dawee Chullasapaya et Saweng Sevana-rong, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint de ce parti.

Les postes clés restent dans les mains des représentants des trois armes et de la police. Aucun membre de l'opposition n'a obtenu de porte-feuille.

Sur le plan intérieur, le 14-2-1974, Thammasak déclarait : « La politique gouvernementale de répression communiste reste inchangée ». Il préside une commission qui est censée servir de relai au Commandement des Opérations anti-communistes maintenant dissous. De nombreux ratis-sages mettant à sac des villages dans les régions frontalières du Nord-Est ont eu lieu, dont le plus typique est la destruction du village de Na Lai, province de Neong Khai. Les troupes et la police ont massacré de nombreuses personnes dont des enfants et pillé pour 3 millions de bahts de paddy. Thammasak a dû ordonner une enquête sur cette affaire (*UPI*, 19-2-1974).

Sur le plan extérieur, Thammasak déclarait honorer tous les accords signés par la Thaïlande et soutenir l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) dont les ficelles sont tirées à Washington. Le ministre des AE lui emboîtait le pas. C'est lui qui a déclaré à la presse : « La Thaïlande ne modifie pas sa politique étrangère en particulier vis à vis des E.U. » Au sujet du retrait des troupes US, Dawee Chullasapaya, ministre de la Défense, a affirmé : « Les troupes US ne se retireront que quand leurs activités en Thaïlande ne s'avèreront plus nécessaires » (*UPI*, 24-10-1973).

On comprend que des voix se soient élevées de toutes les couches de la population pour critiquer une pareille politique intérieure et extérieure.

Avec beaucoup d'autres, Marut Bunnak, un avocat connu à Bangkok, a réclamé l'abrogation de l'état d'urgence, la dissolution des tribunaux militaires servant à juger les soi-disant « opposants », la promulgation des libertés démocratiques et une date limite pour l'élaboration de la Constitution.

Des lettres ouvertes parviennent au gouvernement, elles exigent une réforme des structures économiques et l'abolition des privilèges accordés aux capitaux étrangers. Elles réclament également la mise en accusation de la clique Thanom et Praphas pour atteinte aux droits nationaux, pour malversations (qui atteindraient selon des sources occidentales 3.600 millions de dollars, soit le double du budget annuel de la Thaïlande), dépravation de la société thaïlandaise et pour ses crimes sanglants lors des émeutes d'octobre 1973.

Dans un éditorial, le quotidien *Thai Rat* a souligné que les masses seraient déçues si le nouveau gouvernement reprenait la politique de la clique Thanom et Praphas.

Le mécontentement populaire s'est exprimé à travers de nombreuses actions auxquelles ont participé diverses couches sociales.

Les paysans poursuivent leur

lutte contre l'expropriation de leurs terres et pour la réduction du taux des fermages et des prêts usuraires. Le 1-3-1974, 1.000 paysans manifestèrent à Bangkok pour le maintien du prix d'achat du paddy, contre l'augmentation du prix des engrais et du pétrole.

Les grèves des ouvriers et des travailleurs de Bangkok se développent. Une centaine ont été déclenchées jusqu'à présent pour exiger l'augmentation des salaires, de meilleures conditions de vie et l'exercice des libertés démocratiques, dans toutes les branches de l'économie : électricité, eaux, combustibles, transports, commerce, hôtellerie, docks...

Dans de fréquents meetings et manifestations, étudiants et jeunes ont apporté leur soutien aux ouvriers. Ils exigent du gouvernement qu'il honore ses promesses concernant la promulgation des libertés démocratiques, de la Constitution et la tenue des élections générales. Ils critiquent sa réticence quant aux mesures destinées à contrôler les activités des sociétés étrangères et à la poursuite d'une politique étrangère pro-américaine et tributaire du Japon. Des luttes armées ont marqué une recrudescence dans les provinces au nord, au sud et même au centre du pays.

#### L'ENNEMI PRINCIPAL : LES U.S.A.

Plus que tout autre, le peuple thaïlandais est conscient que les Américains se cramponnent à la Thaïlande. L'aide militaire US a été portée à un milliard de dollars, auxquels il faut ajouter 650 millions destinés à la construction d'ouvrages militaires. Les E.U. maintiennent des bases et personnel militaire US dans le pays. Des contrats d'une valeur de 41,4 millions de dollars (soit le double de ceux passés jusque là) ont été signés entre le Pentagone et Air America. Cette société se charge des vols de reconnaissance, de

l'épandage des tracts anti-communistes, des bombardements, du parachutage des commandos dans les zones de guérilla en Thaïlande. Pour l'année fiscale 1974, les E.U. ont accordé à la Thaïlande 16,2 millions de dollars à titre d'aide pour la sécurité publique, c'est-à-dire au programme de pacification, de répression. La CIA ne se prive pas d'intervenir dans les affaires intérieures de la Thaïlande : manœuvres de division des patriotes et du mouvement

(Suite en page 30)

## DROIT ET CONSCIENCE

Il n'est au secret pour personne que les E.U. ont fait tout ce qui était en leur pouvoir, en recourant aux manœuvres les plus viles, pour empêcher — d'extrême justice — la participation du GRP de la RSVN à la Conférence sur le droit international humanitaire qui siège depuis le 20 février 1974 à Genève (1). Ce n'est pourtant pas là une victoire diplomatique, politique ou morale à l'actif des E.U. L'événement suscita des commentaires passionnés dans la presse mondiale qui se montre réservée quant aux résultats de cette réunion internationale qui, tout en entendant réaffirmer et développer le droit international humanitaire, refuse la participation de la victime d'une agression parmi les plus sanglantes et les plus atroces de l'histoire. Sans la présence des représentants du GRP qui seraient venus avec l'expérience vécue d'un peuple en lutte contre des pratiques de guerre que des instances internationales ont caractérisées de génocide, de biocide et d'épocide, la conférence pourrait manquer son but essentiel : humaniser les conflits, éliminer l'origine des crimes de guerre. Tout cela au détriment des peuples du Tiers Monde, victimes de toujours des agressions et des atrocités impérialistes. La lutte de libération nationale des peuples du Tiers Monde, à laquelle l'impérialisme américain s'oppose avec une barbarie sans égale et des armements

(1) La délégation américaine à Genève a juit retarder l'ouverture de la Conférence pour gagner du temps et exercer une pression sur certains délégués, les forçant à voter l'inc ou contre le GRP. A l'approche de l'heure du vote, elle a emmené le délégué de San Marino dans la salle de conférence pour avoir une voix de plus contre le GRP. Les deux consuls de Haïti et de la République dominicaine ont été également forcés de se substituer aux chefs des délégations de leur pays qui refusaient de voter en faveur de la position américaine.

(2) Professeur à Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Princeton University — in Le monde diplomatique, janvier 1974.

d'une puissance destructrice considérable, pose aujourd'hui à la conscience humaine des problèmes d'une grande acuité. La protection non seulement des combattants, mais de populations entières est de nos jours une exigence impérieuse de la conscience des peuples. Le droit *humanitaire international* ne saurait mettre dans ses formulations cette exigence. Ecarter le GRP du Sud Viet Nam de la conférence, c'est du coup s'opposer à cette revendication impérieuse de la conscience internationale et enlever beaucoup de leur valeur aux décisions qui pourraient être prises.

En faisant écarter le GRP de la conférence, les Etats-Unis ont commis une nouvelle violation de l'Accord de Paris dont le GRP est, au même titre que les E.U., l'un des signataires à part entière, tandis qu'au Sud Viet Nam il est l'une des administrations dont l'existence a été officiellement reconnue. « La signature de Mme Binh au nom du GRP à la Conférence internationale des dix, disait le professeur Richard

Falk, avant et indépendamment de la présente Conférence de Genève (2), apparaît au bas du document final entre celles de M.M. Maurice Sehuman pour la France et Janos Peter, ministre hongrois des A.E.. Ayant accepté le GRP sous de tels auspices, il semble tout à fait illogique de la part des E.U. de mettre en question son statut de gouvernement ».

Rappelons que le GRP a été reconnu par 30 pays et qu'il est l'entité gouvernementale authentique du Viet Nam du Sud aux yeux des participants à la Conférence des non-alignés d'Alger 1973. Il est juridiquement habilité pour participer à la Conférence de Genève qui d'ailleurs, étant donné son objectif humanitaire, est ouverte à « tous les belligérants » comme le souligne *La Gazette de Lausanne* des 6 et 7-3-1974. Ce journal ajoute avec raison que la révision des conventions du passé n'a de sens et d'effet qu'avec la participation de toutes les parties dans les conflits.

Alors que quatorze mouvements de libération nationale sont invités à la conférence de Genève, la mise à l'écart du GRP constitue une mesure discrétionnaire inadmissible. Une fois de plus les Etats-Unis violent ouvertement la légalité internationale et foulent aux pieds les exigences de la conscience humaine.

## CAMBODGE : Pris sur le fait

SELON le Washington Post, le commandant Lawrence Ondecker a été surpris alors qu'il « conseillait » le commandant de Kampot sur les dispositions à prendre pour la défense de cette petite ville contre les violentes attaques des FAPLNG (UPA, 14 mars 1974).

L'AFP précisait : « ...le Commandant L. Ondecker donnait, entouré d'une carte d'état-major, des ordres et des conseils aux officiers cambodgiens au cours d'un combat à Kampot » (AFP, 14 mars 1974).

La révélation mit le Congrès américain en émoi. Quelques heures après, vingt-six puis quarante sénateurs se joignirent à A. Cranston (sénateur démocrate de Californie) pour demander à la Commission sénatoriale des forces armées de procéder à une enquête. Car c'était une infraction à la loi votée par le Congrès en 1973 interdisant

la participation des membres de l'armée américaine à toute activité militaire au Cambodge.

L'ambassadeur américain à Phnom Penh commença d'abord par opposer aux journalistes un démenti catégorique. Il niait l'existence de conseillers US au Cambodge, niait l'ingérence de tout militaire américain dans cette guerre, etc.

On pouvait lire cependant dans le télégramme de l'ambassadeur que le Département d'Etat publiait le même jour : « Le rôle de l'attaché militaire nécessite de fréquents déplacements sur le front pour réunir des informations et examiner avec les officiers responsables des forces armées cambodgiennes la disposition des effectifs amis et ennemis ». (AFP, 14 mars 1974).

De l'examen avec les officiers responsables de la disposition des effectifs aux « conseils », il n'y a qu'un pas.

A-t-il été franchi ? Il suffit pour s'en convaincre de lire la dépêche de l'agence Tass du même jour : « Lawrence Ondecker a concentré entre ses mains le commandement de toutes les opérations militaires contre les patriotes dans cette région (Kampot). Il dresse les plans des opérations, fixe les objectifs pour l'artillerie, demande par l'intermédiaire de la mission américaine à Phnom Penh des renforts, du matériel de guerre et des munitions, dirige des déplacements et des manœuvres de troupes ».

Le Pentagone estime-t-il que la bourde est trop grosse et que l'opinion ne s'en laisse pas conter ? Toujours est-il, qu'il a fait dire à son porte-parole : « L. Ondecker a pu agir de son propre gré » (UPI 14 mars 1974).

Nul n'ignore que le mensonge est une pratique coutumière de l'administration Nixon. Mais, bien souvent, le menteur est pris au mot ou contraint de se déjuger par la suite. A preuve les bombardements clandestins effectués de mars 1969 à mai 1970 au Cambodge, ceux par B-52 de février à avril 1972 dans la Plaine des Javes (que Nixon faisait passer tout d'abord respectivement pour des opérations sur le territoire sud-vietnamien et au Bas Laos) ; les bombardements « par erreur » sur les troupes saïgonnaises en 1972 et sur les troupes de Phnom Penh en 1973 ; l'introduction illégale de 1.500 marines US au Laos deux mois après son installation à la Maison Blanche, etc. (1)

(1) Cf. l'article « Des erreurs révélatrices », Courrier du Viet Nam, No de Septembre 1973.

## Aspects militaires du néo-colonialisme américain

# Les forces armées fantoches



L'impérialisme US vise à l'instauration d'une forte administration fantoche comme « la seule chose significative si on veut parler de victoire » de sa politique ainsi que l'a affirmé Kissinger, il considère les forces armées fantoches comme le plus essentiel de cet appareil de domination néocolonialiste. Ces forces armées comprennent l'armée et la police, instruments essentiels pour réprimer et contrôler la population afin de réaliser et maintenir la politique néo-coloniale dans les pays satellites ou dépendants. Les réalités des dernières décennies ont prouvé que le néocolonialisme ne peut se passer de la violence ; de concert avec la mainmise économique et politique, les Américains généralement font usage de la violence, et là où les procédés économiques et politiques font fiasco, ils recourent à l'intervention armée sous

différentes formes et à différents niveaux. Dans presque tous les cas, ils utilisent les forces armées fantoches locales pour occuper et assujettir ces pays par des putschs militaires ou des guerres d'agression. Rarement ils font intervenir directement l'armée américaine. Chaque fois qu'ils s'emparent d'un pays, d'une façon ou d'une autre, ils prennent toujours en main les armées fantoches, travaillent sans cesse à les consolider et les développer ; ils enmettent sur pied si elles n'existaient pas, pour réduire toute résistance populaire et sauvegarder à tout prix le régime pro-américain. Aussi, disposer de forces armées fantoches solidement organisées et bien structurées, sous des couleurs nationales, capables de réprimer le mouvement révolutionnaire en toutes circonstances, est-il une question vitale, une règle première pour le néo-colonialisme américain.

### I. LA CONCEPTION AMERICAINE DU ROLE DES FORCES ARMEES FANTOCHES ET L'ORIENTATION DANS LEUR ORGANISATION

« Faire la guerre avec le sang des autres », « faire combattre les autochtones par les autochtones », tel est le bréviaire néocolonialiste US, devenu depuis longtemps la politique fondamentale de l'impérialisme yankee. Cela permet non seulement une économie du potentiel humain US, les forces armées des Etats-Unis ne pouvant tout occuper et tout

tenir, mais assure aussi aux trusts monopolistes des profits colossaux. Selon des estimations américaines, les activités d'une division d'infanterie US au Viet Nam coûteraient annuellement au moins un milliard de dollars, presque l'équivalent de l'ensemble des dépenses nécessitées par l'entretien de l'armée et de la police saïgonnaises. Cette politi-

que permet encore de dissimuler le visage colonialiste des Etats-Unis, de réduire le plus possible la « présence américaine », comme le veut la « doctrine Nixon », afin d'apaiser l'opinion et l'opposition et de donner aux valets autochtones un masque « d'indépendance nationale ». Contrairement aux forces armées locales organisées par le colonialisme ancien, purement « supplétives » et strictement dépendantes, les forces armées fantoches néocoloniales appartiennent formellement « à une nation indépendante » et sont « commandées et administrées par des autochtones », les Américains jouant simplement le rôle de « conseillers ». Les Etats-Unis leur donnent généralement une assez grande enveloppe et un équipement très moderne, attachent une grande importance à leur formation et leur assignent des tâches plus lourdes.

#### Les tâches assignées

*Pratiquement, les Américains utilisent ces forces pour des buts, des tâches variés à des niveaux différents, selon la situation dans tel pays, à tel moment.*

Quand les Etats-Unis s'emparent d'un pays, s'il leur faut recourir à l'action militaire, il se peut qu'ils utilisent les forces armées fantoches comme force principale assurant en permanence et directement la défense du régime fantoche à leur dévotion, s'en servent comme d'un appui fondamental, à la fois militaire et politique, pour leur politique néocoloniale, dans l'immédiat comme à longue échéance. Dans leurs guerres d'agression néocoloniales au Sud Viet Nam (de 1961 à 1972), elles sont considérées ou comme force stratégique principale dans la « guerre spéciale », dans la « guerre vietnamisée », ou comme force stratégique associée dans la « guerre locale » concurrentement avec le corps expéditionnaire US.

Les forces armées satellites peuvent encore jouer le rôle de force de choc ou de force principale dans la politique d'agression néocoloniale comme l'armée d'Israël dans le Proche et le Moyen Orient, l'armée de Saïgon en Indochine. Elles sont aussi considérées comme partie intégrante des forces militaires appelées à mettre en application la stratégie globale américaine.

La doctrine Nixon met particulièrement l'accent sur le rôle des forces armées fantoches pour faire combattre les autochtones à la place du personnel américain ; en Asie il s'agit de faire combattre les Asiatiques par les Asiatiques avec l'argent et les armes US, pour les intérêts des Américains, derrière le paravent des slogans : « participation collective », « partage des responsabilités ». Après les sérieux échecs essuyés au Viet Nam, les forces militaires US se sont nettement affaiblies. Le rapport des forces dans le monde accuse un changement en faveur de la révolution, au désavantage des Etats-Unis. En maints endroits, les valets prennent peur et leur confiance en les USA en est affectée. Cette situation contraint Washington à faire le plus grand cas de l'organisation et du rassemblement des forces dans tous les pays infodés, à s'employer à consolider, développer et utiliser au maximum les forces militaires locales. Ils espèrent ainsi rassurer et mieux contrôler les forces fantoches et, en même temps, faire pencher le rapport des forces en leur faveur.

#### Les bases politiques et idéologiques

Dans l'organisation des forces armées fantoches, les Américains s'attachent non seulement à multiplier les effectifs mais encore à créer une puissance combattive susceptible de faire front aux forces révolutionnaires. Avant tout, ils mettent l'accent sur la nature contre-révolutionnaire, anti-

populaire de ces forces, cherchent par tous les moyens à en faire une armée *ultra-réactionnaire et entièrement dévouée aux Etats-Unis*. Question vitale, car elle décide non seulement de la survie de ces forces et de tout le régime fantoche, mais aussi de la survie même de la politique néocoloniale US. C'est pourquoi les Américains s'y appliquent minutieusement, accordant leur attention aussi bien aux dirigeants qu'à la base, à l'idéologie, au système d'organisation aussi bien qu'à la base économique, surtout à l'égard de l'appareil de commandement, ossature de ces forces.

Afin de constituer un appui politique et social aux forces armées fantoches, les Américains s'efforcent de créer dans les pays satellites ou dépendants *des couches de bourgeois compradores et bureaucratiques réactionnaires pro-américains et d'autres forces réactionnaires* (et dans certains pays des forces féodales, terriennes réactionnaires) étroitement liées aux Américains sous tous les rapports et trahissant leur peuple. Les Américains les utilisent comme *force dominante* du régime fantoche. Réunissant entre leurs mains tout le pouvoir, servies par les forces armées fantoches, elles s'opposent au peuple jusqu'au bout.

Par des méthodes aussi raffinées qu'insidieuses, les Américains entendent faire *changer les structures économique, politique et sociale* des pays dépendants, changer même la mentalité, les sentiments, la psychologie, les us et coutumes, le mode de vie de la population de ces pays pour leur faire accepter le régime néocolonial.

Dans le domaine idéologique, ils mettent en vedette un « nationalisme », vantent un « libéralisme » à l'américaine, le faisant passer pour la doctrine la plus avancée de l'époque. Ils dénaturent ouvertement et grossièrement le communisme ainsi que

les sentiments patriotiques du peuple. Amalgamant «nationalisme», «libéralisme» et «anticommunisme», ils en font un système idéologique pour endoctriner les forces armées fantoches, notamment les officiers de l'armée et de la police qu'ils visent à transformer en combattants fanatiques.

Les Américains se sont attachés à mettre au point un système d'organisation des forces armées fantoches avec un appareil de contrôle serré et complexe constitué par des officiers et gradés acôn\*, qui ne reculent devant aucun crime, dévoués corps et âme au boss yankee. Par cet appareil, les Américains contrôlent strictement officiers et hommes de troupe, préviennent et réduisent toute opposition venant de l'intérieur, contraignant et stimulant à la fois les hommes pour qu'ils les servent de toutes leurs forces, répriment sans merci le peuple.

*Ils ont en particulier concentré leurs efforts dans la formation d'un appareil de commandement entièrement fidèle aux Etats-Unis et constituant le noyau des forces armées.*

A ces hommes ils octroyent privilèges et prérogatives, les «embourgeoisent» par des moyens économiques, tout en leur inculquant une idéologie «libérale» et anticommuniste forcée. Ils les orientent vers le mode de vie américain dépravé, leur font assimiler les conceptions stratégiques et tactiques de l'art militaire US. De 1961 à 1970, ils ont formé directement et pour leurs «alliés» dans le monde environ 300.000 officiers. Pour le Sud Viet Nam en particulier, ils ont formé jusqu'à 70.000 officiers (en service) parmi lesquels la majeure partie des officiers supérieurs et généraux

ont été «embourgeoisés» à différents degrés. Avec ce corps d'officiers, ils nourrissent l'espoir que l'armée et la police fantoches ne pourront jamais se détacher d'eux et combattront le peuple jusqu'au bout.

#### Problèmes d'organisation.

Au point de vue organisationnel, l'impérialisme US se réserve entièrement le droit de commander et d'utiliser la machine militaire fantoche en tenant solidement en main le rouage essentiel, le corps des officiers de l'armée et de la police à tous les échelons, et en faisant jouer pleinement le système des «conseillers» qui, sous une forme ouverte ou camouflée, permet de mobiliser l'ensemble de ces forces.

Tout en donnant aux forces armées fantoches une nature franchement réactionnaire, les Américains s'efforcent d'en faire des forces régulières et modernes en leur fournissant les armements les plus efficaces.

Ayant acquis une longue expérience, ils ont organisé dans presque tous les pays dépendant une armée permanente régulière et une police bien structurées. Elles sont instruites, combattent et travaillent conformément à des prescriptions bien définies, sous un commandement unifié, coiffé par l'appareil des conseillers US, ce qui permet aux Américains de tenir en main toutes ces forces. L'abondance d'équipements modernes, tout en accroissant la puissance matérielle de l'armée fantoche, permet aussi d'écouler le surplus d'armes et de moyens de guerre pour le compte des

marchands de canons américains et d'attacher solidement le régime fantoche aux Etats-Unis. Tel est le cas de l'armée des fantoches de la Corée du Sud, de Saïgon... Ils ont pourvu l'armée de Saïgon de 1.800 avions, plus de 2.000 chars et autres engins blindés, près de 2.000 pièces d'artillerie, plus de 1.600 bateaux de guerre et canots de combat.

Ils ont tendance à donner aux forces fantoches le plus d'armes et de techniques modernes possible, appliquant la formule de Nixon: «Soldats autochtones + puissance de feu US», et la conception militaire impérialiste classique qui veut «substituer la puissance de feu à la force d'assaut, la technique à la force humaine».

Toutefois, face à la guerre du peuple, ils se sont aperçus qu'il ne suffit pas de renforcer les techniques modernes. A côté de la forte armée régulière fantoche, ils ont donc aussi édifié au Sud Viet Nam des forces armées réactionnaires régionales comprenant des unités groupées et des unités à la base comme les *bao an* (forces de sécurité), *zân vé* (milices), la «défense civile».

Par ces moyens, Washington vise essentiellement à rendre les forces armées fantoches capables de combattre le mouvement révolutionnaire, combattre le peuple, de servir d'appui au pouvoir fantoche. Au besoin, elles sont susceptibles de servir d'armée mercenaire pour le compte des Américains dans leurs guerres d'agression contre d'autres pays, de participer à des opérations de «coopération» dans le cadre «d'alliances régionales».

## II. STRUCTURE ET MODE D'ACTION DES FORCES ARMEES FANTOCHES AU SERVICE DES ETATS-UNIS

Dans les pays dépendants, les forces armées sont organisées et édifiées de façons différentes selon la situation locale, mais quelle que soit leur envergure, qu'elles

soient dissimulées sous quelque étiquette d'«indépendance nationale» que ce soit, elles sont prises en main et commandées par les Américains par le truche-

\* Tortionnaire

ment d'un appareil plus ou moins visible. L'armée en particulier comprend les forces permanentes et la réserve. Les forces permanentes à leur tour se divisent en troupes régulières et troupes régionales.

### Forces régulières

1. Dans l'organisation de l'armée fantoche, le problème de premier plan pour les Américains est l'édification d'un corps de bataille mobile puissant. Sa vocation est d'affronter les forces régulières adverses. Son mode d'action essentiel est le combat mené avec des armes puissantes et avec la coordination de différentes forces et armes d'envergure variable sur les divers théâtres d'opérations. En cas de nécessité, Américains et fantoches ne répugnent pas à l'utiliser contre la guérilla, les soulèvements populaires, pour la « pacification » ainsi que dans d'autres activités de répression et de coercition à l'encontre de la population. Ainsi au Sud Viet Nam, les Américains concentrent les troupes régulières saigonnaises contre les troupes régulières de l'Armée de Libération, mais ils les utilisent aussi—parfois comme force principale—dans le travail de « pacification » (notamment pendant la guerre

locale de 1965-1968).

Ils utilisent également les troupes régulières comme mercenaires pour réaliser la politique néocoloniale US dans d'autres pays. Sur l'ordre des Américains, l'armée de Saigon a envahi le Cambodge et le Laos; les armées sud-coréenne, thaïlandaise, philippine, néo-zélandaise sont venues se battre au Sud Viet Nam; l'armée thaïlandaise au Laos et au Cambodge... Pour rendre ces troupes régulières capables d'accomplir ces missions, les Américains en ont fait des troupes mobiles, avec des effectifs importants, avec un niveau technique élevé par rapport aux autres armes ou aux forces de police. Ces forces terrestres, aériennes, navales, et différentes armes: infanterie, fusiliers-marins, parachutistes, blindés, artillerie... sont organisées en bataillons, régiments, brigades, divisions et même, par endroits en corps d'armée. Les éléments de feu occupent une place prépondérante, dans les forces terrestres en particulier. L'artillerie terrestre gagne chaque jour en importance, en quantité comme en qualité. Même dans les petits pays ayant une armée aux effectifs réduits, les Américains mettent sur pied des forces aériennes et navales, les

forces terrestres constituant la force essentielle. Mais, dernièrement, ils ont mis l'accent sur l'édification des forces aériennes dans certains pays. L'aviation de Saigon dispose de 1.800 appareils de tous types organisés en 6 divisions avec 60 escadres. Ils renforcent particulièrement les forces de pays ayant une position importante dans la stratégie globale américaine: Sud Viet Nam, Corée du Sud, Taïwan, Israël, etc., avec divers équipements modernes: avions F.4, F.5, F.104..., tanks M.48, M.60, canons de 155, 175, 203mm..., moyens de locomotion, machines électroniques pour les communications et la reconnaissance, etc. L'armée de Saigon vient en tête non seulement par l'importance de son aviation mais encore par le nombre de chars, de canons, d'embarcations de guerre et l'envergure de leur organisation. Les troupes régulières de Saigon sont organisées jusqu'à l'échelon du corps d'armée (au nombre de quatre). Ce sont les seules jusqu'à présent à avoir bénéficié de la coordination et de l'appui à un haut degré de l'aviation et de la marine US. Les forces terrestres de Saigon disposent de forces blindées les plus importantes comparées à celles des autres pays satellites.

Forces régulières de pays dépendants des USA\*

Pays	Effectif total des forces régulières	Forces terrestres		Marine	Aviation
		Effectif	Nombre de divisions		
Saigon	340.000	220.000	13 (4 corps d'armée)	39.000	41.000
Phnom Penh	205.000	200.000	6	1.400	3.800
Vientiane	34.200	32.000	2	500	1.700
Corée du Sud	634.750	500.000	27	16.750	25.000
Thaïlande	150.000	100.000	4	20.000	30.000
Israël	77.000	65.000	18 brigades	4.500	11.000

\* D'après les données de l'Institut international de recherches stratégiques (Grande Bretagne) in « Balance militaire » paru en 1972-1973, sauf en ce qui concerne Saigon.

## Forces régionales et locales

2. Parallèlement au bloc des troupes régulières mobiles, les Américains s'emploient à *édifier des forces régionales et locales, militaires et para-militaires avec des effectifs* très importants ainsi que des forces de réserve nombreuses et organisées.

L'affrontement avec les forces révolutionnaires, surtout au Viet Nam, a montré aux Américains que les forces mobiles ne sauraient à elles seules et, quelle que soit leur puissance, faire face victorieusement aux forces populaires omniprésentes, qui mènent une lutte multiforme.

Afin de renforcer l'appareil de contrôle et de coercition vis-à-vis des masses et de contrer la guérilla, ils ont décidé d'augmenter considérablement les forces militaires et paramilitaires régionales et locales, considérées comme ayant une portée stratégique. Ces forces doivent neutraliser la guérilla et les autres formes de lutte du peuple révolutionnaire dans chaque localité, afin d'« assurer la sécurité régionale ». Elles opèrent également en coordination avec les troupes régulières, créant pour celles-ci les conditions leur permettant de jouer leur rôle de forces mobiles. Elles constituent en outre des réserves pour les troupes régulières.

Dans certains pays dépendants elles sont même plus nombreuses que les troupes régulières mobiles. Selon les données de l'Institut international de recherches stratégiques (Grande-Bretagne), Israël compte 77.000 hommes des troupes régulières contre 319.000 hommes des troupes régionales et de réserve dont 4.000 appartiennent aux forces frontalières, 15.000 aux « milices populaires », les 300.000 restant appartiennent à la réserve et peuvent être mis sur pied en 72 heures. En Corée du Sud, les troupes régulières se montent à 634.750 hommes, et les forces armées régionales des diverses catégories (y compris la

réserve) atteignent 2.000.000. Aux Philippines, les troupes régulières comptent 31.000 hommes et les troupes régionales diverses 40.000, sans compter 400 unités de « milices populaires ». Quand le régime pro-américain est encore relativement stable, ces forces doivent assurer en permanence « la sécurité » et faire face directement aux luttes populaires dans chaque région. Tout en renforçant ces forces sur le plan technique, les impérialistes US cherchent activement à « armer le peuple pour combattre la guérilla et les soulèvements »; en réalité ils ne font que corrompre certains éléments pour embrigader le peuple et le contraindre à entrer dans les organisations politiques et militaires réactionnaires. Ils arment ainsi les bras des gens pour les forcer à combattre le peuple et leurs propres familles, au détriment de leurs propres intérêts fondamentaux. Pour Washington, dans les pays sous-développés « le problème fondamental pour l'emporter est de gagner le peuple, en premier lieu les paysans ». Ils se proposent de faire passer les bases de masse de la révolution de leur côté, de les transformer en une force qui les soutient, réalisant le mot d'ordre « vider l'eau pour capturer le poisson ».

Au Sud Viet Nam, les forces armées et semi-armées régionales occupent un pourcentage très élevé: 350.000 troupes régionales, plus d'un million d'« autodéfense populaire » (contre dans les 340.000 troupes régulières mobiles). Ces forces régionales comprennent plusieurs catégories: gardes civils, rangers frontalières, police, miliciens ruraux, autodéfense populaire; dans certaines régions opèrent encore les forces armées des sectes religieuses.

Les gardes civils, constituant la force d'occupation et la force mobile régionales, comptent actuellement 380 bataillons ou groupements équivalents; on a vu même des groupements de

marche de gardes civils avec un équipement semblable à celui des troupes régulières et dont la vocation principale est de combattre les troupes régionales et régulières de l'Armée de libération qui opèrent spécialement dans la région.

Les rangers frontalières organisés en bataillons (au nombre d'une vingtaine) occupent et couvrent les régions frontalières.

Les miliciens ruraux, organisés en sections (détachées de la production agricole), jouent le rôle de force d'occupation et de protection du pouvoir fantoche à la base et sont au nombre de 4.000 sections. Ils doivent combattre les guérilleros, les forces miliciens populaires, les forces d'auto-défense révolutionnaire.

L'administration de Saigon contraint les habitants des villes et des campagnes des deux sexes de 15 à 50 ans à entrer dans des formations « d'auto-défense populaire ». Organisées en patrouilles, elles comptent actuellement 1.000.000 de membres dont près de 300.000 sont armés. Elles assurent la garde, font des patrouilles, recueillent des informations et surveillent les activités des révolutionnaires, leurs membres se surveillent entre eux. C'est aussi un réservoir d'hommes pour les diverses catégories de troupes. Le Sud Viet Nam est devenu un banc d'essai pour l'organisation du « peuple armé » contre-révolutionnaire, dernière invention du néocolonialisme US.

## Forces spéciales

3. « Les forces spéciales » diffèrent nettement des autres catégories de troupes fantoches par leurs destination et mode d'action, leur entretien et entraînement. Elles sont organisées, entretenues, entraînées, utilisées et commandées par la CIA. Un memorandum (juillet 1961) de Lansdale adressé à

Taylor (dans les dossiers secrets du Pentagone) précise que les forces spéciales dans les pays dépendants se camouflent sous diverses étiquettes. Au Sud Viet Nam, ce sont le « détachement d'observation n° 1 », le « détachement de volontaires en complément », les « rangers », le « bataillon de guerre psychologique »... En Thaïlande, on a les « bataillons de rangers » (aéroportés), les « bataillons de commandos » (B.C. Thai). Au Laos, nous trouvons les « rangers », les « guerilleros Meo », la « direction de coordination nationale ». Aux Philippines, ce sont : la « Compagnie de construction de l'Est », l'« Opération Fraternité ». Même les dirigeants fantoches ne sont pas informés des activités de ces troupes qui doivent faire face à l'adversaire dans la zone qu'elle contrôle, mais sont parfois lancées dans les arrières ennemis pour y jeter des bases, pour un travail de « sape », ou pour préparer le terrain en vue d'une action importante. Les hommes des troupes spéciales reçoivent un traitement privilégié. Ils sont mieux payés que les autres, soumis à un entraînement technique très poussé, notamment en matière de commandos, et aussi à un conditionnement politique des plus réactionnaires. Mercenaires, ils ne connaissent que les Américains, reçoivent l'argent d'eux et ne servent qu'eux. Leur mode d'action essentiel est le commando ; ils opèrent généralement par petits détachements, par compagnies ou bataillons (parfois en formations plus importantes, comme les troupes de Vang Pao au Laos). Leur mission est de combattre les forces adverses et les masses populaires dans la zone occupée, de mener des activités d'espionnage, de reconnaissance, de harcèlement, de sabotage, ou de jeter des bases politiques, militaires réactionnaires dans les arrières ennemis.

L'organisation des forces spéciales n'est pas la même dans tous les pays. Au Sud Viet Nam, avant 1969, le nombre des « troupes spéciales » se montait à une dizaine de milliers d'hommes organisés en détachements, compagnies, bataillons. Une partie opérait spécialement dans les secteurs qui avoisinent les zones sous contrôle du FNL, aux frontières, une autre dans la région des minorités ethniques des Hauts Plateaux. Une fraction portant l'appellation « ligue 77 » était souvent introduite au Nord Viet Nam pour y mener des activités de sabotage ou d'espionnage. A partir de 1970, les Américains ont encore organisé les « commandos frontaliers », intégré des troupes spéciales dans les organisations d'espionnage « Phoenix » pour faire attaquer et détruire les bases révolutionnaires, et ont remis le commandement des forces spéciales à l'administration de Saïgon.

En Thaïlande, les « forces spéciales » comptent près de 20.000 hommes d'origine lao, pour la plupart, organisés en bataillons de « commandos » que les Américains utilisent essentiellement pour leur guerre au Laos. Des troupes spéciales organisées en Thaïlande avec des éléments d'origine khmère opèrent actuellement au Cambodge. Au Cambodge même, les « forces spéciales », « Khmers Krôm », comprennent en majeure partie des Sudvietnamiens d'origine khmère, et opèrent dans la région des frontières Sud Viet Nam—Cambodge. A l'heure actuelle elles sont au nombre d'une dizaine de milliers organisés en bataillons ; après le 18 mars 1970, les Américains les ont emmenés au Cambodge et les utilisent pour contrôler l'administration de Lon Nol ; ces troupes plus aguerries forment l'ossature des forces armées de la « République khmère ».

Les Yankees fondent les plus grands espoirs sur les « forces spéciales » au Laos. La CIA qui

n'a pas ménagé ses efforts pour les édifier, les utilise comme force de choc. Au nombre d'une trentaine de milliers, elles occupent près de 40% du total des forces armées fantoches au Laos, pourcentage le plus élevé comparé à ceux des autres pays. Avant le 21 février 1973, elles sont organisées en plus de 100 bataillons plus un certain nombre de compagnies (certains bataillons sont réunis en groupements mobiles). Elles constituaient la force stratégique essentielle au Laos, et le fer de lance que les Américains dirigeaient contre la zone libérée. Ils utilisent encore ces troupes (pour la majeure partie des Meo menés par Vang Pao) dans leurs visées d'agression contre d'autres pays du Sud-Est asiatique, y compris la République démocratique du Viet Nam et la République populaire de Chine. Les Américains ne les ont pas dissoutes comme l'a stipulé l'Accord sur le rétablissement de la paix et la réalisation de la concorde nationale au Laos. Ils en ont fait au contraire l'ossature des forces armées fantoches dans ce pays (celles-ci sont groupées en régiments et brigades ; les 2/3 des régiments et brigades des 2 divisions nouvellement formées au Laos sont des « forces spéciales »).

#### Forces de police

4. *Les forces de police, « tout » capital du néocolonialisme, sont généralement considérées comme une catégorie de troupes régionales. Les Américains leur font jouer un rôle d'« organisation civile » pour masquer leur véritable nature. En fait ce sont des forces armées réactionnaires strictement organisées et bien structurées. Dans certains pays, la police est la force principale qui combat la révolution, réprime les luttes populaires et les partis de l'opposition.*

Pour lui permettre de jouer ce rôle, l'impérialisme US et ses

valets s'attachent à lui donner des effectifs considérables avec différentes composantes, un conditionnement politique ultra-réactionnaire, un équipement technique moderne et abondant ainsi qu'un haut niveau professionnel.

« l'ordre et la sécurité », est l'instrument de répression contre la lutte populaire à la ville comme à la campagne. *La police de campagne* ou police mobile, qui compte plus de 30.000 hommes, organisée en compagnies, bataillons, dotés de blindés et d'hélicoptères, opère

adjoint un lieutenant, tous deux de la police. Les Américains entreprennent actuellement de créer un « pouvoir policier à la base », avec des policiers professionnels. Sous couvert de « renseignement populaire », ils contraignent la population sous leur contrôle à participer à leurs « réseaux policiers ». Ils envisagent, la paix venue, d'accroître davantage leurs forces policières pour essayer de gagner la bataille politique. Actuellement au Sud Viet Nam on compte déjà un soldat ou policier fantoche par 11 habitants.

Forces de police dans un nombre de pays

Pays	Effectifs	Pourcentage par rapport aux troupes régulières
Brésil	150.000	75 %
Colombie	35.000	56
Dominique	10.000	63 --
Haïti	14.000	400 --
Paraguay	8.500	62 --
Vénézuela	10.000	30 --
Philippines	23.000	75 --
Iran	40.000	20 --
Jordanie	7.500	plus de 10 --
Grèce	225.000	143 --

Les Américains ont institué des crédits d'aide particulière pour les forces de police, créé un centre d'instruction ou « Institut de police » pour former des officiers destinés aux administrations fantoches dont certaines sont devenues de véritables Etats policiers. Dans certains pays, ils ont entrepris la « guerre policière » pour anéantir les bases révolutionnaires, réprimer et contrôler la population. Actuellement aux Philippines, en Thaïlande, au Vénézuela, les forces de police de concert avec les autres forces armées mènent une répression sanglante contre le peuple pour le contraindre à accepter le régime néocolonial américain.

Au Sud Viet Nam, les forces de police, portées à 125.000 hommes, se divisent en plusieurs catégories dont les trois principales sont : la police régulière, la police de campagne et la police spéciale. *La police régulière* qui doit assurer

dans les districts, les provinces et les villes. *La police spéciale*, généralement secrète dans son organisation comme dans ses activités,



est habilitée à abattre qui elle veut et quand elle veut. Au Sud Viet Nam, ces forces tissent un réseau serré dans les villes comme à la campagne sous contrôle de l'administration fantoche (chaque commune compte de 18 à 20 policiers permanents). Le chef de la commune est un capitaine, son

**P**LUS les mouvements de libération nationale et les luttes populaires s'intensifient dans les pays du Tiers monde, plus l'impérialisme américain s'efforce de les combattre et de les étouffer. Les forces armées fantoches, de par l'ampleur des moyens financiers et techniques dont dispose Washington, la systématisation des politiques et tactiques minutieusement élaborées, prennent des proportions importantes, opèrent avec une sauvagerie qui dépasse de loin les méthodes du colonialisme ancien. Les peuples du Tiers monde doivent s'attendre à des luttes très dures pour conquérir ou sauvegarder leur indépendance et leur liberté.

Il n'en est pas moins vrai également que l'expérience de ces vingt dernières années a montré que Washington n'a pu entièrement juguler le mouvement national. L'échec le plus cuisant a été certes celui du Viet Nam ; d'autres échecs attendent le néocolonialisme américain dans d'autres pays. Mais pour vaincre, les peuples doivent faire montre d'une haute vigilance et d'une forte préparation pour combattre sous toutes ses formes la politique néocolonialiste des USA.

THANH HA



Le Thien Ly est une plante grimpante familière des campagnes nord-vietnamiennes. Ses fleurs vertes au parfum léger évoquent le village natal, les

jeux de l'enfance et, pour beaucoup, la douceur d'un aveu murmuré au clair de lune.

La dernière production du Studio de films de mise en scène « Hoa Thien Ly » raconte l'amour de Minh, mécanicien responsable du système hydraulique de sa coopérative, et de Dung, présidente du Comité administratif du village. On est au plus fort de l'escalade américaine, Minh s'est rengagé, et on le voit partir pour le front. Mais ce n'est pas là le thème essentiel de ce film.

On est en 1971, l'année des plus fortes inondations depuis l'instauration du régime populaire en 1945. Au mois de juillet, les précipitations ont dépassé de 1,7 fois le niveau des autres années.

## *La vie artistique en RDVA*

# Les fleurs de THIEN LY

Quatre typhons successifs aggravent encore la situation à un moment où l'aviation US s'acharne sur les digues.

Pour alléger la pression de l'eau sur l'ouvrage qui protège des immersions toute la région environnante, les autorités du village et de la province décident de rompre la digue carlon qui encercle plusieurs hectares de terre fertile, gagnés sur l'eau au prix d'un travail gigantesque. Le vieux Bach, père de Minh, était un des pionniers qui « créèrent » ces

nouvelles terres, et Dung est chargée de faire appliquer ce qui conduira à leur disparition.

Le film est donc sous-tendu par le conflit qui oppose Bach et Dung, et à travers eux deux générations, et de larges groupes dont les intérêts immédiats s'opposent. Ce qui lui confère une grande portée sociale. Dung est jeune, c'est une jeune fille, elle saura pourtant persuader le vieux paysan plein d'expérience et profondément attaché à sa terre de la sacrifier, de sacrifier finalement ses propres intérêts et ceux de son village à l'intérêt commun.

Les images, très belles, sont empruntées pour certaines à des séquences d'actualité, à des documentaires pris sur le vif qui montrent la lutte acharnée qu'il a fallu mener contre l'eau, de front avec la résistance contre l'envahisseur.



*Une scène du film :  
barrage humain*

# Problèmes de l'édification du Socialisme ...

(Suite de la page 7)

Les syndicats doivent faire en sorte que leurs membres et tous les travailleurs en soient parfaitement conscients pour posséder cet esprit de responsabilité du maître collectif vis-à-vis de tous les domaines de la vie et afin qu'ils prennent l'habitude de réfléchir sur tous les problèmes essentiels et urgents que pose l'édification de la société nouvelle.

S'il est vrai que nous avons obtenu de grands succès, nous ne saurions nous satisfaire, loin de là, de la situation actuelle sous plusieurs aspects, notamment dans le domaine économique. Nous ne pouvons nous contenter de ce qui a été fait en regard de ce que nous aurions pu faire si nous avions évité certaines faiblesses et a fortiori en regard des objectifs élevés que se propose le socialisme.

Sous l'angle de la croissance et du développement, l'économie du Nord est actuellement en butte à des difficultés, des problèmes majeurs qui doivent être résolus de façon fondamentale. Certains problèmes exigent une solution immédiate, sous peine de ne pouvoir progresser serait-ce d'un pas, et même de voir menacées ce que nous appelons les premières réalisations du socialisme.

Nous n'avons jamais voulu masquer nos difficultés. Bien au contraire, pour avancer, il faut être conscient de toutes les difficultés afin de mieux les surmonter, ne rien ignorer des problèmes et des tâches posés afin de mieux les résoudre. De fait, où et quand la construction du socialisme a-t-elle été chose facile? Même dans les conditions normales d'un pays où les bases matérielles ont été préparées par un capitalisme hautement développé, dans un pays qui ne subit ni la guerre, ni l'invasion étrangère,

le socialisme ne se construit pas sans de nombreuses difficultés. A plus forte raison, pour nous qui l'édifions dans des conditions exceptionnelles, sans passer par l'étape de développement capitaliste, avec le handicap des lourdes destructions d'une guerre d'agression, les difficultés sont considérables.

L'impérialisme américain a mobilisé contre notre pays tout son potentiel disponible, il a déversé des millions de tonnes de bombes et détruit la quasi-totalité des bases économiques que notre peuple avait construites au prix de tant d'efforts. Sans cette guerre, l'économie nord-vietnamienne aurait un tout autre visage. Déjà très faible au départ, à peine avait-elle fait quelques pas que la guerre la faisait reculer de plus de dix ans. A côté des dégâts matériels évalués à plusieurs milliards de *dong*, la guerre a eu, dans plusieurs domaines, des conséquences néfastes que nous ne pourrions éliminer qu'après un long délai.

Camarades, ce ne sont pas les regrets qui nous font parler ainsi. Non, nous ne regretterons jamais le prix qu'il nous a fallu payer pour l'indépendance, la liberté! L'indépendance, la liberté, pour notre peuple, pour notre classe, pour chacun de nous, n'ont pas de prix. Le Président Ho Chi Minh traduisait en ces termes la volonté de tout notre Parti, de tout notre peuple, de toute notre armée:

«Hanoi, Haiphong, ainsi qu'un certain nombre de villes et d'entreprises pourront être détruites, mais le peuple vietnamien ne se laissera pas intimider. Il n'est rien de plus précieux que l'indépendance et la liberté. Après la victoire, notre peuple reconstruira le pays en mieux et le dotera de constructions plus grandes et plus belles».

Près d'un siècle d'oppression colonialiste a conduit notre peuple à mesurer le prix de sa vie actuelle indépendante et libre. Le socialisme, vérité de notre époque, nous fait apprécier d'autant plus la valeur inestimable de l'indépendance et de la liberté. C'est pour cela que maintenant que le Nord connaît la paix, nous la mettons à profit pour activer son édification. Ceci pour augmenter notre potentiel économique et de défense nationale, acquérir une force suffisante pour maintenir la paix, contraindre l'adversaire à appliquer sérieusement et entièrement l'Accord de Paris, ce que désire ardemment notre peuple tout entier. Mais si demain, l'ennemi, oubliant la leçon d'un passé encore brûlant, déclenche à nouveau une guerre de destruction contre le Nord, nous serons prêts immédiatement à accepter tous les sacrifices, «le marteau d'une main, le fusil de l'autre», «la charrue d'une main, le fusil de l'autre», déterminés à vaincre l'agresseur. Qu'il s'agisse de reconstruire notre pays ou de combattre, nous le ferons pour l'indépendance et la liberté.

Actuellement, au Nord, l'édification est la tâche essentielle et quotidienne. Aussi devons-nous connaître tous les aspects de la situation économique, toutes les difficultés et leurs causes afin de nous employer à les surmonter.

Face aux besoins considérables, multiformes, sans cesse croissants de l'après-guerre, notre économie faible, amputée et ravagée, handicapée de surcroît par les insuffisances et les lacunes de la direction générale et concrète et de la gestion, voit se révéler avec évidence son déséquilibre et ses faiblesses principales.

Nous disposons d'une masse de travail social relativement grande que nous n'avons pas utilisée à fond; la productivité du travail reste encore très basse. Le personnel, en premier lieu, le personnel administratif, improductif, s'est gonflé de façon exagérée. Le paiement des salaires et des dépenses assimilées dépasse les possibilités de notre économie. D'autre part, la population s'accroît à un rythme trop rapide (plus de 10 millions de 1954 à 1973) ce qui a encore aggravé le déséquilibre entre les besoins de la population et nos possibilités économiques et financières. La production agricole, encore aléatoire et très irrégulière selon les localités, ne

couvre pas encore totalement les besoins en vivres et autres produits alimentaires, en matières premières pour l'industrie, en produits d'exportation. Dans l'industrie, presque toutes les entreprises importantes ont été dévastées pendant la guerre; si la plupart sont à ce jour restaurées, certains aspects de la production n'ont pas encore retrouvé leur rythme normal. On n'a pu encore faire beaucoup pour stabiliser le niveau de vie; le ravitaillement en produits alimentaires n'a pas encore atteint les indices du plan, nombre d'articles d'usage courant font défaut. Le faible niveau de la production et l'accroissement rapide de la population font que le revenu national ne couvre pas les besoins de la consommation et la balance commerciale reste déficitaire. En bref, les disponibilités de travail social et le potentiel économique ne sont pas encore utilisés à fond, alors que les forces productives restent faibles, l'accumulation interne est nulle, les conditions de vie de la population, difficiles: tels sont les traits marquants de la situation économique actuelle.

Parmi les causes de cette situation il y a nos défauts, nos lacunes et notre faiblesse dans les domaines de la direction générale et concrète et de la gestion économique. Parfois, les lacunes ont été graves, nous devons en faire une sévère critique en vue d'y remédier résolument.

Néanmoins pour aller au fond du problème, nous posons la question: si nous avions évité tous les écueils, jusqu'où la situation aurait-elle pu être améliorée? Il va de soi qu'elle aurait été meilleure et de beaucoup sous certains aspects et en certains endroits. Quoi qu'il en soit, il n'aurait pas été possible de liquider fondamentalement l'arriération et la pauvreté de notre pays. Cela est dû à ce que le Nord, partant d'un niveau extrêmement bas, n'a pu consacrer à son édification qu'environ huit années, bien qu'il se soit engagé dans la voie du socialisme depuis près de deux décennies; le reste du temps a été pris par la guerre, qui, comme nous l'avons souligné, a causé des pertes très lourdes et a retardé notre avance.

Ainsi, où est le point-cléf dans la situation actuelle? Nous sommes dans une situation qui n'est pas encore normale, naturelle dans notre marche en avant. Nous parlons de socialisme, mais en fait, nous en sommes encore à

la petite production, dont la base demeure la production agricole. Si les nouveaux rapports de production existent déjà, nous ne pouvons cependant dire que nous avons déjà un mode de production socialiste. Plus généralement, on peut affirmer que tout en ayant un régime socialiste, nous n'en sommes pas encore vraiment au socialisme. C'est là une *contradiction de croissance*. En dernière analyse, la clé du problème réside en ce que nous n'avons pu encore créer les bases matérielles et techniques du socialisme. Sans elles, les autres facteurs ne peuvent exister, ni se développer normalement, naturellement et de multiples difficultés sont inévitables. Nous savons qu'au stade de la manufacture, le capitalisme ne pouvait se considérer encore comme stable. Car, ainsi que Karl Marx l'a écrit, il «ne possède point une armature matérielle indépendante des ouvriers eux-mêmes». Il lui fallut attendre l'époque de la machine. Karl Marx écrivait: «Enfin, le régime capitaliste se soutient par la seule force économique des choses...»(1) Le capitalisme lui-même ne pouvait se maintenir solidement avec la technique artisanale, à plus forte raison le socialisme!

Cette situation nous pose une alternative sérieuse: ou parvenir à dresser rapidement «l'armature matérielle» du socialisme; ou maintenir indéfiniment débilés et précaires les éléments, les acquis récents du socialisme. Progresser rapidement, ou régresser, revenir au mode de production individuelle et retomber dans la faillite, le paupérisme.

Une conclusion s'impose: *il faut activer l'industrialisation socialiste, avancer rapidement vers la grande production socialiste*. C'est pour répondre à cette tâche cruciale qu'ont été prises les résolutions des 19e et 20e Plenums du Comité Central du Parti, et

particulièrement celles tout récemment du 22e Plenum. Ces résolutions abordent de nombreux aspects de l'édification et du développement de l'économie, de la direction et de la gestion économique; mais tous ces aspects convergent vers la tâche centrale: accélérer l'industrialisation socialiste en vue de conduire rapidement le Nord vers la grande production socialiste; et ils concernent l'impératif essentiel: développer vigoureusement les forces productives tout en consolidant et parachévant sans cesse les rapports de production socialiste.

Pour imprimer un puissant essor aux forces productives, nous devons nous appuyer sur les nouveaux rapports de production, les rajuster, les consolider tout en faisant jouer leur supériorité. Là où les coopératives (agricoles, artisanales), sont défaillantes, où les adhérents ont «un pied dedans, un pied dehors», nous devons redresser résolument et à temps la situation tout en renforçant la gestion selon le mode de l'entreprise socialiste. Sans cela, il serait impossible de faire progresser la production et les forces productives. D'autre part, nous devons considérer l'effort de développement des forces productives comme mesure capitale destinée à consolider et à parfaire les nouveaux rapports de production. Ceux-ci à l'évidence ne sont pas encore consolidés (dans les deux secteurs: secteur d'Etat, et surtout secteur coopératif) pour diverses causes. Aussi faut-il prendre toute une série de mesures et les appliquer simultanément. En dernière analyse, la mesure décisive consiste à s'attacher au développement des forces productives. A cet effet, il convient d'activer l'industrialisation socialiste, de faire passer l'ensemble de l'économie à la grande production socialiste.

### Une révolution: faire passer la petite production à la grande production socialiste

**N**OUS avons sauté l'étape de développement capitaliste pour marcher directement au socialisme. Cela revient à dire que ce n'est pas le capitalisme, mais le socialisme qui doit remplacer la petite production par la grande production. Et, de toute évidence, ce que nous créons doit être la grande production socialiste, une grande production supérieure à la

grande production capitaliste non seulement sur le plan socio-économique mais encore par l'envergure et le niveau de développement. *La mission historique de notre classe ouvrière est ainsi deux fois plus lourde*. Nous devons

(1) Karl Marx: Le Capital. Editions Sociales. Paris, Livre 1, tome 3, p. 204.

créer une grande production susceptible d'élever la productivité du travail non seulement par rapport à la petite production individuelle, mais encore à la grande production capitaliste. Autrement, il ne saurait y avoir de victoire finale et complète du socialisme.

Lénine écrivait : « ... Le socialisme commence là où commence la plus grande production... seules ces conditions matérielles, celles de la grande industrie mécanisée avec ses entreprises géantes produisant pour des dizaines de millions d'hommes, forment la base du socialisme ; et acquérir ces connaissances dans un pays petit-bourgeois, paysan, est difficile, mais possible ». (1) Faire passer la petite production directement à la grande production socialiste est manifestement un problème tout nouveau. La pratique nous permettra de nous en rendre compte ; nous sommes sûrs que la ligne juste de notre Parti nous permettra de réaliser cette tâche infiniment complexe et ardue.

Pour transformer l'état arriéré de l'agriculture, faire passer notre pays de la petite production actuellement prépondérante à la grande production socialiste, nous n'avons pas d'autre voie que l'*industrialisation socialiste*. C'est pourquoi le IIIe Congrès de notre Parti a défini l'industrialisation socialiste comme la tâche centrale durant toute la période de transition. L'édification de la grande production socialiste dans notre pays s'identifie à la transformation des rapports de production de pair avec la révolution technique, la transformation du travail artisanal en travail mécanisé ; à la redistribution du travail social, au développement de nouvelles branches et de nouveaux métiers à une grande échelle, dans le sens d'une spécialisation poussée alliée à une étroite coopération ; à l'édification d'une économie indépendante tout en élargissant les rapports économiques

avec les pays étrangers, en premier lieu, avec les pays socialistes. La voie vers la grande production socialiste, le chemin le plus rapide nous menant au socialisme, implique une ferme dictature du prolétariat, l'accomplissement simultané des trois révolutions : révolution des rapports de production, révolution technique, révolution idéologique et culturelle, trois volets d'un processus unique, étroitement liés et interdépendants, la révolution technique étant la clé de voûte.

Pour accéder à la grande production socialiste, on ne peut développer unilatéralement l'industrie, édifier unilatéralement l'industrie lourde. L'industrie ne pourra pas se développer sans les conditions préalables créées par l'agriculture : vivres et autres produits alimentaires, matières premières, forces de travail, marchés. Cela implique au début un développement équilibré de l'agriculture et de l'industrie.

Le développement de l'industrie lourde suppose un développement équilibré de l'agriculture mais, ce serait une erreur grave que de s'appuyer seulement sur l'agriculture pour progresser vers la grande production, ce serait méconnaître ou nier le rôle de l'industrie, et le rôle historique de la classe ouvrière. A la vérité, l'agriculture ne peut accéder par elle-même à la grande production. Si nous disons que l'agriculture est la base du développement de l'industrie, une telle agriculture doit commencer par avoir une haute productivité et fournir une forte proportion de produits marchands. Et pour cela elle exige dès le début l'appui de l'industrie laquelle, dès le début également, doit agir activement sur l'agriculture.

Ainsi, on n'attend pas qu'il y ait d'abord une industrie moderne développée pour faire passer l'agriculture à la grande production, comme on ne s'appuie pas exclusivement sur l'agriculture pour passer à la grande production.

Dans notre pays, la voie menant à la grande production doit être la suivante : développer à titre prioritaire et de façon rationnelle l'industrie lourde sur la base du développement de l'agriculture et de l'industrie légère, édifier l'économie du ressort central tout en développant l'économie régionale ; coordonner l'économie et la défense nationale. C'est la seule voie appropriée aux conditions concrètes de notre pays. Elle respecte le rôle dirigeant de l'industrie, la loi du développement prioritaire de l'industrie lourde — une loi fondamentale, une condition *sine qua non* de la grande production — tout en nous permettant d'éviter des tensions inutiles dans la vie économique et sociale qui résulteraient d'un développement prioritaire et unilatéral de l'industrie lourde. Par cette voie, nous supprimerons les deux contradictions inhérentes à l'industrialisation de notre pays : *premièrement* contradiction entre, d'une part, la nécessité d'une accumulation rapide et importante, d'autre part, un état économique pauvre et arriéré, une petite production à rendement très bas ; *deuxièmement* tout en accumulant, nous devons améliorer les conditions de vie du peuple. Car nous jetons les bases non pas de l'industrialisation capitaliste, mais de l'industrialisation socialiste, de la grande production socialiste et non de la grande production capitaliste, nous avançons avec l'élan révolutionnaire des travailleurs, maîtres collectifs, améliorant sans cesse leurs conditions de vie, et non avec le mode d'exploitation capitaliste. Ces deux contradictions sont d'autant plus aiguës qu'il nous a fallu, tout le pays étant en guerre, réserver une importante force de travail et un volume considérable de matériel aux besoins militaires, et qu'actuellement, si le Nord

(1) V. Lénine. Oeuvres. Editions sociales, Paris. Editions en langues étrangères, Moscou, 1961, tome 2, p. 309.

jouit de la paix, la consolidation de la défense nationale, la protection du Nord, l'aide à la révolution du Sud, ne peuvent encore être réduites.

Coordination étroite de l'industrie et de l'agriculture sous le signe du développement prioritaire et rationnel de l'industrie lourde -- coordination effectuée dès le début et durant tout le processus de l'industrialisation --, ainsi la voie menant vers la grande production s'inscrit dans *l'alliance ouvriers-paysans sous la direction de la classe ouvrière*. C'est la voie par laquelle la classe ouvrière conduit la paysannerie pour marcher avec elle vers le socialisme de la façon la plus rapide, la voie qui épargnera à notre peuple les souffrances d'un développement capitaliste et permettra d'effacer, après quelques dizaines d'années, un état séculaire d'arriération et de stagnation.

L'agriculture du Nord a été très tôt coopérativisée, essentiellement en raison du besoin de réorganisation du travail, d'utilisation rationnelle et sur une grande échelle des terres, et pour avoir les forces nécessaires à l'aménagement hydraulique, en même temps mettre à profit les acquisitions modernes de l'agronomie. Et s'il a été possible de faire ainsi, c'est justement parce que la classe paysanne de notre pays, ardemment révolutionnaire, a suivi invariablement la classe ouvrière dès la naissance de notre Parti. Si dans la révolution nationale démocratique, la base de l'alliance ouvriers-paysans fut la réalisation du mot d'ordre « indépendance nationale, la terre à ceux qui la travaillent », dans la révolution socialiste, cette base est précisément la coopération agricole et l'industrialisation socialiste. Sans coopération agricole, il ne saurait y avoir d'alliance ouvriers-paysans. Et une agriculture coopérativisée ne peut se maintenir solidement que sur la base d'une grande

production industrielle. Du fait des particularités du Nord, nous avons pu effectuer la coopération agricole avant d'avoir mécanisé l'agriculture, c'était là une mesure appropriée. Cependant le moment est venu où il faut activer l'industrialisation socialiste pour pouvoir consolider les nouveaux rapports de production dans l'agriculture, et par là, consolider le bloc d'alliance ouvriers-paysans et le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

Faire passer la petite production à la grande production socialiste est la plus grande des révolutions, la plus profonde et la plus complète. C'est aussi la plus ardue et la plus complexe, déterminante pour l'ensemble de l'édification socialiste. *La révolution socialiste dans le Nord de notre pays est essentiellement une révolution qui fait passer la petite production à la grande production socialiste*. Elle transforme radicalement les assises économiques de la vie sociale, non seulement les rapports de production, mais également les forces productives, non seulement la production mais aussi la répartition des biens. Elle donne à la vie économique, aux activités économiques du Nord une base moderne, socialiste.

Dans ce processus, *la classe ouvrière* ne cesse de s'accroître parallèlement à la croissance ininterrompue de l'industrie. Elle rehausse par là sa position économique, sociale, politique et son rôle de dirigeant. *Le bloc d'alliance ouvriers-paysans* se consolidera et se renforcera à mesure que l'agriculture progressera vers la grande production socialiste, la croissance et la maturation des rapports de production collective et de la classe des paysans collectifs. Ainsi *les fondements de la dictature du prolétariat* seront chaque jour plus fermes. De pair avec le puissant développement de la révolution technique, culturelle et scientifique, la couche des intellectuels socialistes s'ac-

croît rapidement. Moteur de la révolution qui fait passer la petite production à la grande production, *le bloc d'alliance de la classe ouvrière, de la classe des paysans collectifs et des intellectuels socialistes* se renforce chaque jour. C'est la base sociale solide de notre Etat, la base de l'unité politique et morale de notre société. Cette révolution n'est pas seulement le processus de formation du mode de production socialiste, de consolidation et de développement de la base économique et sociale. C'est aussi le processus d'élimination des habitudes liées depuis des millénaires à la petite production: conservatisme, dispersion, manières anarchiques... En bref, faire passer la petite production à la grande production est une révolution globale.

Ce qui préside à la naissance de la grande production capitaliste est la soif insatiable de profit des capitalistes, c'est l'exploitation partout et toujours l'exploitation. Pour la grande production socialiste il en est différemment. C'est une révolution, une révolution permanente, c'est-à-dire la libération du travail, le droit des travailleurs d'être maîtres collectifs; c'est la dictature du prolétariat avec les trois révolutions: des rapports de production, technique, idéologique et culturelle, la révolution technique étant le maillon principal; c'est le travail conscient, plein d'abnégation héroïque et créateur de la classe ouvrière, de la classe des paysans collectifs, de la couche des intellectuels socialistes, de tous les travailleurs manuels et intellectuels sous la direction du Parti de la classe ouvrière et sur la base des lois objectives du développement de la société. En réalisant progressivement et complètement les trois révolutions dans chaque base de production, chaque branche, chaque localité comme dans tout le pays, nous créerons les forces pour activer la formation de la grande production socialiste.

# Thaïlande: *Resurgence du sentiment national*

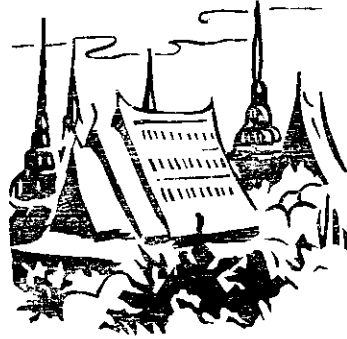
(Suite de la page 16)

étudiant, avec ses procédés coutumiers. Un de ses agents empruntant le nom d'un leader des forces patriotiques a écrit une lettre au Premier ministre Thammasak pour lui faire des « propositions de paix ».

La prétendue neutralité de la Maison blanche lors des événements du 14-10-1973 et l'empresement avec lequel l'ambassadeur US rendit visite à Thammasak conduisent les observateurs à se demander: en sacrifiant ses pions Thanom et Praphas, Washington n'a-t-il pas voulu ouvrir une « soupape de sûreté » qui lui permettrait de contenir la colère des étudiants et des jeunes et de dévoyer la lutte populaire? Et par là de cacher le visage néo-colonialiste des E.U. pour mieux reprendre en main le pays?

Le 6-1-1974, dans l'élan des luttes de fin 1973, des étudiants thaïlandais ont déposé devant l'ambassade américaine une couronne mortuaire portant l'inscription: « La CIA hors de Thaïlande ». Ils ont demandé au personnel de l'ambassade de venir écouter une déclaration dans laquelle ils dénonçaient les tentatives américaines visant à restaurer la dictature militaire. Dans les jours qui suivirent, des meetings anti-américains furent tenus à Bangkok, Korat et dans d'autres localités. Le 10-1-1974, une organisation sociale thaïlandaise a, dans une lettre au Sénat américain, demandé le retrait de toutes les troupes américaines et la cessation de toutes activités de la CIA. Au cours d'une manifestation à Chiang Rai, des étudiants ont fait irruption dans l'amphithéâtre de l'université. Ils ont brûlé le drapeau américain et arraché le micro des mains de l'ambassadeur américain W. Kintner pour l'empêcher de parler. Dans son numéro du 9-1-1974, le journal *The Nation* paru à Bangkok écrivait: « On ne peut plus tolérer cela, il est temps que le gouvernement fasse preuve de fermeté pour sauvegarder la souveraineté nationale et reviser sa politique extérieure, en particulier, à l'égard des E.U. ». Au cours d'un teach-in organisé dans la nuit du 13-1-1974 à Bangkok autour du thème « la

CIA et la sécurité de la Thaïlande », Thanat Khoman, ex-ministre des AE thaïlandais, déclarait devant 3.000 auditeurs: « Si des agents de la CIA peuvent exercer leurs activités en Thaïlande c'est parce que de hauts officiels thaïlandais entretiennent d'étroites relations avec l'agence et s'appuient sur elle pour faire fortune... La CIA n'est pas seulement un centre de renseignements mais encore les yeux et les oreilles du gouvernement américain ». Mettant à nu les relations E.U.-Thaïlande, Thanat Khoman déclarait encore le 19-1-1974: « Les rapports qu'ont les EU avec la Thaïlande ne sont pas sincères... Le gouvernement américain se sert de la Thaïlande comme d'une piste d'envol pour sa guerre aérienne contre d'autres pays. Cela n'est d'aucun intérêt pour la Thaïlande ».



Face à la poussée anti-américaine, le ministre des AE thaïlandais était contraint le 11-1-1974 à demander aux E.U. de fermer le bureau de la CIA à Sakol Nakhorn. Le premier ministre Thammasak ordonne une enquête sur les activités de l'agence dans le pays. Le 15-2-1974, répondant à l'interpellation d'un député, le vice-premier ministre thaïlandais promit une révision des accords signés avec les E.U. sur la base de l'égalité, de l'équité et du respect de la souveraineté nationale.

La situation a alarmé Washington. Le 13-2-1974 une mission militaire fut dépêchée par Nixon à Bangkok. Composée d'Eugene Berg, assistant au secrétaire à l'Armée, de Rufus Crockett, sous-secrétaire à l'aviation, et du com-

tre-amiral Kenneth Sears, elle était chargée de faire sur place le point de la situation. Début mars 1974, le sous-secrétaire d'Etat américain, K. Rush, fut à son tour envoyé à Bangkok pour discuter avec les dirigeants thaïlandais des relations US-thaïlandaises.

Le peuple thaïlandais n'a pas manqué de réaliser également que le Japon venait au second rang après les E.U. pour la mainmise sur l'économie du pays.

La lutte contre la « domination japonaise » et le boycottage des produits japonais, latents en 1972 et 1973, ont accusé une recrudescence avec la visite en Thaïlande du Premier ministre japonais Tanaka, en janvier 1974. Plusieurs manifestations se sont déroulées au cours desquelles la foule brandissait des pancartes aux cris de « Tanaka rentre chez toi », « Le Japon est un démon qui ne fait que prendre et ne donne rien ». L'Association générale des étudiants a dénoncé dans une déclaration: « Au cours de ces dix années, les magnats de la finance japonaise ont trompé le peuple thaïlandais. Le gouvernement japonais doit en assumer la responsabilité car il les a directement ou indirectement soutenus ».

\*\*\*

De nombreux faits ont depuis plus de quatre mois imprimé une nouvelle évolution à la situation en Thaïlande. Mais si la junte militaire Thanom et Praphas a été renversée, les aspirations légitimes des jeunes, des étudiants et des masses travailleuses n'en sont pas pour autant encore satisfaites.

La lutte patriotique qui a pris un nouveau départ avec les événements d'octobre 1973 se poursuit. Les difficultés sont inévitables. La puissance économique et militaire américaine reste. Les militaires et les ultras pro-américains n'ont pas perdu toutes leurs positions.

Mais il est hors de doute qu'avec ses traditions de luttes révolutionnaires et fort de ses succès d'Octobre 1973, le peuple thaïlandais réalisera ses aspirations profondes à l'indépendance nationale, aux libertés démocratiques, à de meilleures conditions de vie et à une politique extérieure indépendante, authentiquement neutraliste.

Mars 1974

KY SON

# CHRONOLOGIE

(Suite de la page 32)

2 - Notes envoyées par les Ministères des Affaires étrangères de la RDVN et la RSVN aux pays participant à la Conférence internationale sur le Viet Nam, à l'occasion du 1er anniversaire de la signature de l'Acte de la Conférence, les informant de la gravité de la situation actuelle du fait des violations de l'Accord de Paris par les USA et l'administration saïgonnaise.

- La délégation économique du gouvernement de la R.P. de Bulgarie conduite par le vice-premier ministre Mako Dakov quitte Hanoi après avoir participé à la 3e session du Comité de coopération économique, scientifique et technique entre la RDVN et la R.P. de Bulgarie.

- AFP: Thieu émettra des billets de banque de 5.000 et de 10.000 piastres, pour une valeur totale de 70 milliards de piastres. De 1955 à 1973 la masse de billets de banque en circulation est passée de 7 milliards à 195 milliards de piastres.

2 et 3 - Déclarations des Ministères des A.E. de la RSVN et de la RDVN dénonçant les manœuvres américaines qui ont écarté le GRP des travaux de la Conférence de Genève sur le droit international humanitaire.

4 - A Hanoi, ouverture solennelle du 4e Congrès des femmes vietnamiennes auquel participent 600 déléguées, dont 17 héroïnes du travail et des forces armées. Parmi les invitées figurent la délégation de l'Union des femmes de libération du Sud Viet Nam, celles de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes et de nombreuses organisations de femmes de différents pays.

- 12e dévaluation de la piastre saïgonnaise depuis janvier 1973. Nouveau taux: 590 piastres le dollar.

6 - La délégation du Parti Communiste italien conduite par Pietro Ingrao termine sa visite en RDVN. Elle a également visité la zone libérée du Sud Viet Nam.

- Avec l'accord du gouvernement de la RDVN, Ralph Wallace, représentant du gouvernement américain, arrive à Hanoi pour recevoir les dépouilles de 12 militaires US morts après leur capture au Nord Viet Nam.

- Conclusion de l'opération de remise du personnel militaire et civil vietnamien commencée le 8 février. 71 personnes qui figuraient dans la liste initiale (3539 personnes) ne sont pas encore remises par la partie saïgonnaise, tandis que 300 autres qui n'y figuraient pas ont été remises, dont des personnalités de la 3e force.

- Tran Van Don, vice-premier ministre saïgonnais, et Bui Diem, « ambassadeur itinérant » partent pour Tokyo, Washington et Paris pour solliciter de l'aide.

7 - Kenneth Rush, assistant au secrétaire d'Etat américain, déclare à Saigon que les USA continueront à maintenir leur présence militaire dans le SEA, la considérant comme une mesure nécessaire dans l'actuelle conjoncture politique, économique et militaire internationale.

- Clôture du 4e Congrès des femmes vietnamiennes. Les travaux ont souligné le rôle important des femmes dans la révolution au Viet Nam et défini les tâches du mouvement féminin dans l'étape nouvelle. Le Congrès a approuvé les nouveaux statuts de l'Union des Femmes et élu un nouveau Comité exécutif de 75 membres.

- Du 28 février au 7 mars, grande victoire des forces de libération cambodgiennes autour de la ville de Kampot, 1.000 ennemis sont capturés ou mis hors de combat.

6 - La délégation de la RDVN à la Conférence diplomatique de Genève propose des amendements aux conventions de Genève.

8 - Conclusion de la visite officielle d'amitié en RDVN de Houari Boumédiène, Président du Conseil révolutionnaire et Président du Conseil des Ministres de la République algérienne démocratique et populaire, commencée le 5 mars. Le président algérien a eu des entretiens avec le Président Ton Duc Thang et le Premier ministre Pham Van Dong sur la situation dans les deux pays et la consolidation de leurs rapports d'amitié. Un communiqué conjoint a été publié.

- Vu Ngoc Ho, représentant plénipotentiaire de la RSVN auprès du CC du Front patriotique Lao, présente ses lettres de créance au Prince Souphanouvong.

9 - Nouveau crime des autorités saïgonnaises: 23 élèves tués, 40 blessés par des obus tirés à l'aveuglette contre une école primaire à Cai Lay. La propagande saïgonnaise s'efforce de rejeter la responsabilité de ce crime sur le GRP.

10 - Le journal saïgonnais *Dai Dan Toc* annonce que Thieu se prépare à licencier 3.000 fonctionnaires prétendument drogués; il s'agit en fait d'une manœuvre pour tenter de résoudre les difficultés financières de son régime.

11 - Après deux mois de visite au Nord, la délégation du Ministère de la Santé, des Affaires sociales et des Blessés de guerre du GRP conduite par le ministre, Mme Duong Quynh Hoa, quitte Hanoi.

- Visite de la zone libérée du Laos par Norodom Sihanouk à la tête d'une délégation du FUNK et du GRUNC.

14 - Nouvelle mesure prise par Thieu pour enserrer la population de Saigon: 60 « sous-secteurs militaires » sont créés dans cette ville et placés sous l'autorité des capitaines de l'armée saïgonnaise.

15 - La délégation militaire du GRP à la CMC demande à la CIC d'ouvrir une enquête sur l'affaire de Cai Lay.

# CHRONOLOGIE

(du 16 février au 15 mars 1974)

## FEVRIER

16. Déclaration du Ministère des AE de la RDVN sur l'intensification de l'engagement militaire et de l'intervention US dans les affaires intérieures du Sud Viet Nam: Nixon a demandé au Congrès de doubler l'aide militaire à Nguyen Van Thieu pour l'année fiscale 1974-1975; 150 avions F. 5-E et 4 navires de guerre ont été introduits illégalement au Sud Viet Nam, etc...

— Pilonnage des positions ennemies à Phnom Penh par l'artillerie de Libération cambodgienne: la résidence de Lon Nol et le secteur proche de l'ambassade US sont touchés.

18. Thieu publie la liste des membres de son « nouveau gouvernement ». Les trois quarts sont d'anciennes figures. Les postes clés sont occupés par des hommes de main de Thieu. Le « remaniement ministériel » était nécessité par une situation économique en constante détérioration.

21. Déclaration du Ministère des AE de la RSVN s'élevant contre la mise aux enchères par Nguyen Van Thieu du droit d'exploiter le pétrole au Sud Viet Nam par des compagnies étrangères: seul un organisme du pouvoir issu d'élections générales libres et démocratiques organisées par le Conseil national de réconciliation et de concorde nationales pourra disposer des ressources naturelles du pays.

— Les FAPL de Quang Ngai attaquent l'aérodrome de cette ville, base de départ des raids contre la zone libérée: 150 ennemis, dont des officiers, mis hors de combat.

— Déclaration du CC du Front Patriotique lao à l'occasion du 1er anniversaire de la signature de l'accord de Vientiane: le problème le plus urgent est de former le gouvernement provisoire d'union nationale et le Conseil politique de coalition nationale, sur la base de la neutralisation des villes de Vientiane et de Luang Prabang.

22. Huynh Tan Mam, président de l'Association des Etudiants saïgonnais, membre de la 3e force détenu par Thieu, est remis contre son gré au GRP. A la suite de ses protestations, les autorités de Thieu doivent déclarer qu'il sera remis en liberté à Saïgon. En fait, il est de nouveau incarcéré, et entame une grève de la faim.

23. A Hanoi, clôture de la Conférence nationale de l'Union de la Jeunesse du Travail Ho Chi Minh (ouverte le 19 février). La Conférence a mis en lumière le rôle de premier plan de la jeunesse ces dernières années et a défini ses tâches pour la nouvelle étape.

— Nguyen Van Thieu donne l'ordre de dégra-

der ou de muter d'un seul coup 15 généraux, 5 chefs de province et 1 maire. Il s'agit pour lui de resserrer son contrôle politique, souligne *Reuter*.

— Message de félicitations du Premier ministre Pham Van Dong à la Conférence au Sommet des pays musulmans réunie à Lahore.

25. Accueil enthousiaste des femmes et de la population de Hanoi à Madame Nguyen Thi Dinh, Présidente de l'Union des Femmes de libération du Sud Viet Nam, à la tête d'une délégation venue pour participer au 4e Congrès des femmes vietnamiennes.

— Envoi à la CIC et à la CMC d'une pétition collective de policiers et militaires saïgonnais, protestant contre leur remise illégale au GRP.

— Publication par le *Nhan Dan* de la décision du Conseil du Gouvernement de la RDVN de procéder au 2e recensement général de la population du Nord Viet Nam (date du recensement: 1er avril 1974).

— Les pays non-alignés, au cours d'une réunion à Genève, soutiennent la participation du GRP à la Conférence diplomatique sur le droit international humanitaire.

— Au Laos, les commandants des forces de protection de Vientiane relevant des deux parties lao se mettent d'accord sur des modalités d'activité de ces forces.

— Au cours d'une conférence de presse, Nixon se défend avec difficulté contre des accusations au sujet de Watergate. Il reconnaît l'existence de nombreux problèmes économiques: inflation, chômage, cherté de la vie, crise de l'énergie, etc...

28. Selon le journal saïgonnais *Dai Dan Toc*, le Ministre des finances de Thieu, Chau Kim Ngan, admet que le déficit budgétaire de Saïgon atteindra 181 millions de dollars cette année, car des 400 millions de dollars d'aide promis, les USA n'ont versé que 189 millions; l'USAID a annoncé que seraient versés tout au plus 30 millions supplémentaires.

## MARS

1. *AFP*: Le Ministre des finances saïgonnais déclare à l'« Assemblée Nationale » que le retrait des troupes américaines et alliées fait perdre au Sud Viet Nam chaque année 400 millions de dollars.

— Un rapport de l'Académie nationale des Sciences US déclare qu'il faudra au Sud Viet Nam un siècle pour se relever des dommages causés par la défoliation due à l'action des troupes américaines.

(Suite en page 31)